

ROUGE



aujourd'hui
le Portugal
demain
l'Espagne!

militer
aujourd'hui
au Chili p. 16 et 17

sommaire

EDITORIAL

- PCF-PCI : Un compromis historique p. 3

ESPAGNE

- Après Franco p. 4, 5 et 6

POLITIQUE

- Etats généraux de la prostitution p. 7
- Antenne 2 p. 8

LUTTES OUVRIERES

- Un sondage CGT révélateur p. 9
- La lutte de Paris-Rhône p. 11
- Points chauds p. 12

PORTUGAL

- Le 6ème gouvernement à la dérive p. 13, 14 et 15

CHILI

- Militer au Chili p. 16 et 17
- Déclaration du MIR p. 18

ETUDIANTS

- Les luttes p. 19

ARMEE

- C'est bien parti p. 20 et 21

CULTURE

- L'exposition Malakovski p. 22
- Dans l'objectif p. 23

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 277.68.82

Directeur de publication H. Weber
Imprimerie N.P.P.

QUITE OU DOUBLE!

100 MILLIONS

C'est la première fois que nous pouvons, au cours d'une souscription, atteindre une telle somme. Jamais dans l'existence de notre courant nous n'avions pu susciter une mobilisation comparable à celle qui permet de dépasser 100 millions collectés pièce après pièce, don après don.

Contre toutes les formes de découragement, c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue. C'est déjà un succès, une preuve que C'EST POSSIBLE.

Mais évidemment, il ne faut être ni démagogue, ni triomphaliste, ni aveugle : nous sommes très loin du compte. Il nous a fallu six mois pour atteindre ces 100 millions de centimes, il ne nous reste qu'un mois pour DOUBLER cette somme.

Et il y aura pas de rentrée « surprise », pas de rentrée « miraculeuse » : tous les fruits de la collecte de la fête de Rouge sont maintenant comptabilisés. Il ne peut y avoir que de petites sommes à rentrer encore en compte de la Fête.

Donc, il n'y a strictement qu'une seule ressource : l'effort militant, la générosité, le sacrifice de nos lecteurs.

Pour permettre un collectage systématique, nous avons édité un petit matériel : une plaquette d'information présentant le quotidien, un calendrier 1976 « Rouge quotidien », des carnets de cartes postales pouvant servir de bons pour la souscription, un disque sur la fête de Rouge vendu au bénéfice du quotidien... tout cela peut contribuer à augmenter notre pécule.

Mais le plus décisif est la répartition nationale de l'effort : prenons l'exemple des camarades de St Brieuc : ils nous envoient 650 Frs en expliquant : « démarrage tardif certes, mais compte tenu du peu de nos forces, nous avons préféré prioriser la montée de camarades à la fête. D'accord, mais beaucoup d'autres villes ont également eu un démarrage tardif. Souvenons-nous des quotas publiés la semaine dernière : 5 villes seulement ont dépassé 400 Frs par militant, des dizaines et des dizaines de villes et de sections n'ont donc pas encore fourni tout l'effort qu'on pouvait en attendre. Surtout, par exemple, Rouen ou Toulouse qui comptent parmi les 9 villes, dont la moyenne est inférieure à 100 Frs par militant.

Ce n'est pas une « compétition » que nous voulons introduire par le biais de ces remarques. Mais c'est une conviction : prouver que le quota de 400 Frs est possible à atteindre PARTOUT.

Notre budget est hyper-serré : il faut ABSOLUMENT ces 200 millions en janvier pour pouvoir sortir le quotidien.

Il faut être clair : nous ne dramatisons pas, nous ne bluffons pas, il n'y a aucun mystère, nous disons ici sur le plan financier la stricte et totale vérité pour que chacun puisse suivre l'effort, le comprendre et participer à sa réussite ou à son échec.

lutte anti-nucléaire COMMUNIQUE

Dans le cadre de la journée anti-nucléaire et suite aux réunions de coordination d'Achères, une marche de protestation contre l'implantation de la centrale nucléaire d'Achères-Conflans est prévue le samedi 29 novembre. Rendez-vous à 15 heures devant la gare de Conflans-St-Honorine.

Coordination d'Achères

J.-M. Vireux, J. Hirsch, H. Wirth
E. Alvarez, O. Tilly

L'Etat contemporain et le marxisme

Faire de la critique
sur ce sujet implique
le langage des sciences
humaines

REVUE DE L'ÉTUDE MARXISTE

Pierre Salama Sur la valeur

Le problème de la valeur, c'est, en fait, celui de l'espérance ou de la non-espérance de travailler à l'heure présente pour gagner l'existence de la semaine suivante. L'état de la loi de la valeur à la fin de la semaine est la mesure de la capacité de la production à satisfaire les besoins de la semaine suivante. L'état de la valeur est la mesure de la capacité de la production à satisfaire les besoins de la semaine suivante. L'état de la valeur est la mesure de la capacité de la production à satisfaire les besoins de la semaine suivante.

PM/petite collection mappero

SOLDE ANTERIEUR	872396, 61	Comité Rouge Enseignant Agen	150,00	Comité Rouge Ouvrier Villeneuve sur Lot	119,00
Diffuseurs Angers	267,50	Comité Rouge Lycéen Agen	83,00	Groupe Taupé Agen	130,00
2 copains Elbeuf	80,00	Soldat Limoges	25,00	M. Gesevilliers	50,00
G. L. Valence	100,00	Une guvrière retraitée	80,00	Enseignant Colombes	50,00
Diffuseurs et Sympathisants Melun	400,00	Kremlin Bickère	7,00	G. T. ED	300,00
Diffuseurs Vernon	400,00	Diffuseurs Sartrouville	150,00	Travailleur de Trésor Courbevoie	22,00
Aguil Courbevoie	210,00	C. J. L. Grenoble	20,00	Diffuseurs Hauts de Seine	181,00
Militant PC Colombes	50,00	Maître auxiliaire Loriet	100,00	Comité Rouge Paris 17e	200,00
Militant PC Colombes	10,00	Matelet Loriet	20,00	N. C. Nace	250,00
Sympathisant LCR Colombes	27,00	Toubat Loriet	100,00	G. M.	150,00
Comité Rouge Colombes	350,00	Diffuseurs Evreux	500,00	J. C. S. Clamart	100,00
PC Clamart	110,00	H. W. Paris 4e	150,00	Pierre et Arlette Caen	100,00
Diffuseurs Hauts de Seine	10,00	Fontmayeur aux Roses	1000,00	Groupe Taupé Le Havre Principal	100,00
F. C. Chevilly	500,00	Diffuseurs Sionne	200,00	J. B. J.	100,00
Diffuseurs Strasbourg	1030,00	Militant CFDT Alençon	10,00	Diffuseurs Le Puy	220,00
B. R. Creteilgall	200,00	D. P. Sympathisante St Etienne	200,00	Un déjeuné	3,00
Librairie	380,00	Diffuseurs Le Havre	360,00	St Quentin	50,00
Diffuseurs Bayonne	1250,00	Miguel	100,00	P. F. Chemnot Sympathisant Revo	30,00
G. L. Cognac	200,00	J. Y. T.	100,00	M. B. Enseignante Sympathisante Revo	50,00
Gaëlle G. Infirmière CFDT Reims	100,00	Diffuseurs Reul Nanterre	340,00	L. B.	50,00
Danielle L. Postier CFDT Reims	100,00	M. K. Paris	100,00	E. S. Chemnot Sympathisante	30,00
Un militant PCF Reims	20,00	D. J. Sympathisant ouvrier	200,00	Nanterre	150,00
Un prof Reims	100,00	Payan Sympathisant Creuse	400,00	Diffuseurs Amiens	200,00
Un lycéen Reims	40,00	Diffuseurs Rouen	564,00	Avocat Paris 17e	200,00
Cercle Mélicane Reims	80,00	Sympathisant Ecole Normale	90,00	Enseignants Paris 17e	320,00
Un militant CFDT Reims	100,00	Livry Gargan *	80,00	PTT St Lazare	120,00
Arnette D. Secrétaire Education Nationale	60,00	Comité Rouge Etudiant Architecture Nancy	100,00	M. et C. PTT	50,00
Groupe Taupé Schlimberger Reims	100,00	N. B. Nancy	100,00	Sympathisant PTT	20,00
Renault Ateliers	920,00	J. M. S. Nancy	50,00	Diffuseurs Paris 17e	30,00
Lycées 15e	50,00	Travailleur Fonction Publique Nancy	400,00	Diffuseurs MENDE	300,00
Diffuseurs Paris 5 et 14e	164,00	Diffuseurs Rouen	2500,00	2 militants Rouen	2000,00
Un instit	50,00	Diffuseurs Bordeaux	100,00	Sympathisants institution Jont Lambert	40,00
Une surveillante d'internat Béziers	200,00	Diffuseurs Etudiant Bordeaux	210,00	Rouen	40,00
Une fonctionnaire municipale	700,00	C. L. G. St Thuren	10,00	Diffuseurs Rouen	330,00
Diffuseurs Paris 14e	1475,00	ANPE Paris 13e	80,00	P. D. Méry-mory	100,00
Educatrice Paris 18e	80,00	G. T. PTT Nord est	750,00	M. A. Caen	100,00
Sympathisant Liévin	100,00	Credit Lyonnais Paris	100,00	S. D. Caen	50,00
Anonyme	2000,00	Groupe Taupé credit Lyonnais	200,00	Anonyme Châtelleraut	200,00
C. S. Toulouse	200,00	Condorcet	1,70	Diffuseurs Bordeaux	1350,00
L.P. Vaires sur Marne	500,00	Comité Rouge Paris 18e	95,00	Ph. Ouvrier métallurgiste Bordeaux	20,00
F. P. Neuchâteau	100,00	RATP	100,00	Chômeurs Bordeaux	10,00
Diffuseurs Douais	150,00	Lycée Descartes Tours	100,00	Groupe Taupé Ford Bordeaux	45,00
Diffuseurs Roubaix	300,00	Etudiants Tours	13,30	Travailleurs de Forêt Bordeaux	45,00
Diffuseurs Douais	150,00	Métallurgs Tours	100,00	Maître d'internat Bordeaux	100,00
D. H. Sympathisant paris	1000,00	F. W. Tours	50,00	Enseignante Bordeaux	250,00
Diffuseurs Orléans	160,00	Enseignant Tours	258,00	Diffuseurs Bordeaux	150,00
Diffuseurs Dijon	1260,00	Employeur Hôpital Tours	100,00	P. P. Bois	500,00
Un indasse	75,00	M. P. Métronicien Orléans	150,00	D. M. 1 St Quentin	80,00
Diffuseurs Dijon	130,00	Diffuseurs Orléans	480,00	C. B. Caen	150,00
Un groupe de travailleurs	80,00	Diffuseurs Toulouse	2000,00	M. G. Lo Port Le Reunion	200,00
de la CGTM Marseille	80,00	Prof Ecole Spéciale d'Architecture	50,00	R. L. Montrouf	500,00
Comité Rouge Lireur Paris Nanterre	110,00	Un vrai travailleur	20,00	Un Sympathisant Breton Paris	50,00
Comité Rouge Sciences Economiques	150,00	Chemnot de Paris	100,00	Librairie	580,00
Paris Nanterre	323,08	Diffuseurs SNCF Paris Est	100,00	Militante CGT Paris	200,00
Diffuseurs Nanterre Campus	150,00	G. M. Coulommiers	30,00	Diffuseurs Paris Sciences PO	18000,00
Diffuseurs Paris	712,00	Groupé Taupé FPA Champs	478,50	A. O. Aubervilliers	100,00
Diffuseurs Nancy	400,00	Un manœuvre	7,00	Enseignants CES Neully sur Marne	100,00
Diffuseurs Paris 15e	1447,00	Camarade PCF de Champs	6,00	Diffuseurs St Denis	50,00
Sympathisants CNR Lille	180,00	Grand mère italienne	50,00	Diffuseurs St Denis	1000,00
B. J. Neuchâtel (Suisse)	210,00	P. M. B. Chercheur Paris	20,00		
R. J. C. Bedasse aviateur	50,00	Comité Rouge La Roche sur Yon	100,00		
Un indasse	100,00	Diffuseurs Lyon	15000,00		
Diffuseurs Toulouse	18500,00	L. A. Paris 5e	300,00		
Groupe Taupé SNCF Caen	700,00	F. H. Paris	500,00		
		M. J. M. Roche ville	740,00		
				NOUVEAU TOTAL	1007441,69

VIENT DE PARAITRE :
In-précor n° 37, 3 F.
L'Etat contemporain et le marxisme, 35 F
Sur la valeur, 9,50 F.

20 % de réduction
à la LIBRAIRIE ROUGE

PCF, PCI : un compromis historique ?

■ « Un document historique sans précédent », c'est ainsi que Georges Marchais qualifie dans l'Humanité du 17 novembre la déclaration commune signée par les directions du PCF et du PCI. Pour un lecteur non-averti, le caractère historique du document échappe. PCF et PCI se sont mis d'accord pour constater l'ampleur de la crise qui secoue le système capitaliste et la nécessité pour les deux partis d'y répondre par une solution politique. A savoir « une société socialiste » qui se réalisera dans le cadre d'une « démocratisation continue de la vie économique, politique et sociale ». L'étape actuelle consiste donc à « démocratiser » les institutions, l'étape suivante permettra aux masses laborieuses « d'accéder à la direction de l'Etat ». Il s'agit là de la vieille thèse réformiste classique qui fait de l'appareil d'Etat un appareil neutre qui peut servir une classe où l'autre selon la nature de son détenteur. Le rôle de la classe ouvrière n'est donc pas de briser les institutions pour en créer d'autres à son service comme s'efforce de la faire la classe ouvrière portugaise à travers les nouvelles structures qu'elle s'est donnée (comités, commissions, etc...) mais de « démocratiser » le parlement, la justice, la police, l'armée, la vie économique, pour devenir majoritaire dans l'ancien appareil d'état et le faire marcher au profit des travailleurs. Cette stratégie appliquée par le PC depuis des dizaines d'années n'a jamais abouti à une « transformation socialiste » de la société et pour cause, elle néglige tout simplement la nécessité de la révolution. Comme à l'étape actuelle il ne s'agit que de démocratiser, y compris « les orientations et le fonctionnement du Marché Commun » ; PCF et PCI mettent en avant un programme qui peut permettre l'alliance entre la classe ouvrière et une fraction de la bourgeoisie. Ils précisent que la petite et moyenne propriété paysanne et industrielle « se verront assigner un rôle spécifique positif dans la construction du socialisme ». Les deux partis proposent donc une large alliance contre les monopoles, mais oublient de mettre en avant un programme d'action pour la classe ouvrière pour répondre à la crise. La semaine de 35h, que l'on sache n'est ni une spécificité italienne, ni une spécificité française. Par contre Georges Marchais et Enrico Berlinguer veulent apparaître comme les champions de la démocratie. Les précisions apportées sur les libertés qu'ils garantissent sont le fruit « d'une réflexion sur l'expérience internationale ». En termes galants, l'URSS est visée.

Ainsi le document n'apporte rien de nouveau. Par son caractère général il confirme les grands axes stratégiques du PCF et du PCI. Et pourtant les divergences entre ces deux partis sont réelles, elles touchent donc les silences du document. Aucune mention n'est faite explicitement à l'union de la gauche en France et « au compromis historique » en Italie déjà condamné par le PCF. L'alliance avec « les forces populaires d'in-

spiration chrétienne », ce n'est pas forcément la même chose que l'alliance avec le parti de la Démocratie Chrétienne. Malgré l'usage, aucun des signataires n'a accepté de se féliciter de la tactique nationale du parti frère. De même les références à la lutte du peuple espagnol et de la « jeune démocratie portugaise » ne s'accompagnent à aucun moment d'un soutien au PCE et au PCP. C'est que le PCI préfère l'orientation de Soares à celle de Cunhal, alors que le PCF n'a jamais apprécié l'ouverture tout azimuth du PCE et ses trop violentes critiques à l'égard de l'URSS. On a préféré se taire, de même qu'on s'est tu sur le rôle de l'Union Soviétique, qui à l'opposé des déclarations de ce genre, n'est mentionnée qu'une seule fois à propos de la conférence d'Helsinki.

Ainsi, ce document n'est qu'un compromis qui renforce la position du PCI au sein du mouvement communiste international à la veille de la conférence des PC européens. Le PCI venait juste de signer une déclaration commune avec le PCE et veut jouer de sa force et de ses succès électoraux pour apparaître comme une plaque tournante en Europe occidentale. Mais ce compromis sert le PCF qui apparaît ainsi comme lié au plus grand parti communiste d'Europe, à celui notamment qui fait figure de parti ouvert, libéral. Face aux attaques du PS français, le PCF avait besoin d'une telle caution. Mais ce compromis ne manquera pas d'intensifier les débats feutrés qui traversent aujourd'hui les instances de direction du PCF. Il est évident que tout le Bureau Politique est unanime pour accepter le Programme Commun et l'Union de la Gauche parce qu'il n'y a pas d'autre stratégie réformiste possible. La majorité de la direction est prête à en payer le prix en espérant que le parti pourra reconquérir le terrain perdu après la victoire de l'Union de la Gauche. Mais une minorité, avec Roland Leroy, s'appuyant à la base sur un patriotisme de parti ébranlé par les succès électoraux du PS, estime qu'il faut renforcer le parti avant la victoire électorale pour ne pas se trouver trop minorisé par la social-démocratie après. Le 17 novembre G. Marchais explique que « le compromis historique correspond à notre mot d'ordre d'Union du Peuple de France ». Le 17 novembre au moment où le document commun est signé, R. Leroy déclare à la presse parlementaire que « l'Union du peuple de France est différente du compromis historique... » il ajoute « est extrêmement dangereux tout ce qui tend à rechercher une possibilité de coopération avec les forces de la coalition giscardienne ». L'Humanité du 19 novembre dirigée par Leroy ne parle plus du « document historique et sans précédent ». Querelles anodines en apparence, certes, mais elles témoignent de façon déformée de l'impact sur les directions ouvrières traditionnelles de la formidable remontée ouvrière en Europe. Mais qu'on ne s'y trompe pas, en aucun cas les solutions révolutionnaires ne viendront de ce côté.

ALAIN KRIVINE

19 novembre



PINOCHET



MOI, JE LUI AI ENVOYÉ MON
FRIGIDAIRE PERSONNEL...

I.T.T. BRRN
ENTENDU !

■ Il ne faudra que quelques jours pour connaître les intentions de Juan Carlos. Il dispose d'une semaine seulement avant l'investiture, d'une semaine pour annoncer la couleur d'un règne qui, de toute façon, ne sera jamais qu'un interrègne.

Continuité et changement... En acceptant sa désignation au trône par le dictateur en personne, Juan Carlos a promis la continuité : il a prêté serment au « mouvement », c'est-à-dire à la Falange. Mais il devra donner au moins l'illusion du changement. Son second intérim en annonce les limites : le prince a promis d'accorder certaines concessions aux provinces basques de Biscaye et de Guipuzcoa ; il a reconnu l'usage des langues minoritaires.

Mais en même temps, les intimidations, les arrestations, les sévices se sont multipliés ces derniers jours. Les groupes d'extrême-droite opérant en liaison directe avec la police se permettent de rosser des journalistes étrangers, d'entrer l'arme au poing dans les universités, de malmener les familles de prisonniers ou d'exilés politiques.

L'actuel Premier ministre, Arias Navarro, a déjà fait l'expérience des limites de l'ouverture dans le cadre du régime actuel. Le décret du 16 décembre 1974 sur les « associations politiques » en administre la preuve : le décret pose comme condition à la reconnaissance des dites associations l'acceptation des principes fondamentaux du Mouvement qui constitue une sorte de code politique résultant de la guerre civile.

En novembre 1974, les deux ministres considérés comme les plus libéraux du régime, Pio Cabanillas (information) et Barrera de Irimo (finances) démissionnaient. Enfin, début août 75, Franco lui-même décidait de prolonger la législature en cours jusqu'au 15 mars 76, alors que le renouvellement des Cortes devait avoir lieu cet automne : en cas de passation des pouvoirs, Juan Carlos se verrait ainsi solidement contrôlé par une assemblée résolument ultra. D'emblée la voie de l'après-franquisme s'annonce donc comme des plus étroites.

trois solutions qui n'en sont pas

Très vite, Juan Carlos devra se prononcer sur le sort de l'actuel gouvernement. Trois possibilités s'ouvrent à lui :

1) Il s'appuie sur une équipe gouvernementale inchangée (ou même sur une équipe plus liée encore à l'appareil de la Falange). Dans ce cas, il ne tire pas le moindre parti de la passation des pouvoirs pour tenter d'élargir une popularité déjà compromise par les serments d'allégeance au dictateur et par sa présence à ses côtés, il y a quelques semaines encore, sur la place d'Orient. Il court le risque d'une épreuve de force rapprochée, non seulement avec le mouvement ouvrier, mais avec des secteurs significatifs de la bourgeoisie qui ne croient plus en la viabilité d'un système qui survit aux conditions qui l'ont vu naître, en entravant l'entrée de l'Espagne dans la communauté européenne, au moment où les effets de la crise dans la péninsule prouvent qu'il serait illusoire de croire encore aux vertus du miracle espagnol : le pays a bénéficié depuis 1959 des retombées de l'expansion capitaliste généralisée. Il a connu un taux de croissance moyen de 7 % par an, au deuxième rang après le Japon. Il a profité du

ENFIN !

Demain, après-demain peut-être, Franco sera mort. Officiellement, car il a déjà cessé de vivre : le corps sans chair, en hibernation, qui frémit encore, à grands renforts d'artifices techniques, n'est plus qu'un sujet d'expérience, une péripétie de science fiction. La momie devance le cadavre.

Faut-il se réjouir ? De revanche, de soulagement, de longue attente enfin récompensée ? Même pas. Quarante ans de règne sans partage, ininterrompu, suffisent pour faire de l'homme Franco un dictateur comblé.

La satisfaction qu'éprouvent aujourd'hui ceux qui l'ont combattu, sans jamais renoncer, ceux qui en ont souffert, jour après jour, ceux qui croupissent encore dans ses geôles, est d'un autre ordre. Plus discrète, plus profonde, plus juste.

Elle vient de ce que la mort du dictateur coïncide avec l'agonie de son régime.

Franco, c'était, à lui seul, un pont jeté entre la barbarie fasciste triomphante, en Italie et en Allemagne, et la réaction qui se regroupe à présent en Europe, pour faire face à la révolution socialiste qui vient, impétueusement.

La revanche, ce n'est pas la mort biologique, de Francisco Franco. C'est la chance qui s'offre à notre génération de vaincre la bourgeoisie, le capital : non seulement à l'échelle du Portugal ou de l'Espagne, mais à l'échelle du continent. Car tel est l'enjeu, telle est la dimension réelle de la lutte qui s'ouvre, et que la classe ouvrière aborde avec des forces neuves, intactes, plus nombreuses et plus conscientes que jamais.

C'est la chance historique de la révolution socialiste en Europe.

Les militants d'aujourd'hui, de demain, ont tous, au fond d'eux-mêmes leur image de Franco.

Pour les vétérans, l'image du dictateur replet et satisfait qui se pavanait à Hendaye, le bras tendu, aux côtés de Adolf Hitler.

Pour ceux de l'après-guerre, ceux qui vécurent leur enfance au temps de la guerre froide, au temps où les démocraties bourgeoises tendaient la main à l'Espagne franquiste pour la tirer de son ghetto, le profil satisfait, étalé sur les séries de timbres poste à une, deux, cinq pesetas ; le profil sur fond vert, violet ou pourpre. Ou encore, ce nom encore inconnu qui jaillissait, à jamais haï des disques de Ferré : Franco la muerte !

Enfin, il y a ceux qui sont descendus dans la rue, pour leur première manifestation, contre l'exécution de Grimau, contre le procès de Burgos en 70, contre les exécutions de Madrid, de Barcelone, de Bilbao, il y a quelques semaines à peine...

Pour nous, pour tous ceux-là, Franco était plus qu'un dictateur, un tortionnaire, un boucher.

Son nom seul rappelait le prix des lâchetés, des trahisons, des défaites.

Son nom éclairait les responsabilités, du Front Populaire, de la non-intervention.

Son nom signifiait plus que la défaite du prolétariat espagnol : la défaite de la révolution en Europe et la coûteuse retraite face aux victoires du fascisme.

A l'annonce de sa mort, il y aura de la joie en Espagne, en Catalogne, au Pays Basque, dans les prisons. Mais pas la joie de la vengeance ; il serait trop simple de s'estimer vengé parce que le temps a fait son œuvre ! Ce sera la joie plus digne, plus durable, d'avoir tenu bon contre tous les coups et les menaces. La joie d'être plus forts et plus tenaces qu'un système d'oppression. Et, plus que la joie, l'engagement d'en faire table rase.

19 Novembre 1975

D.B.,

LE "DEFI DEMOCRATIQUE"

Santiago Carrillo et le PCE s'étaient engagés à placer Juan Carlos devant un fait accompli en ouvrant des locaux et en faisant surface. Pour maintenir ce défi, il faudrait être prêt à aller plus loin, beaucoup plus loin.

SA DERNIERE PAROLE



boom touristique et des mandats d'une main d'œuvre émigrée qui masquait les risques de chômage en allant chercher du travail en France, en Suisse ou en Allemagne. Il a reçu de forts investissements de capitaux étrangers attirés par les bas salaires et les juteux profits. Déjà les avantages temporaires montrent leurs revers. Le tourisme se ralentit. Les investissements se raréfient. Les émigrés, chassés par le chômage, regagnent le pays (en 74, le chiffre des retours a équilibré celui des départs).

2) Il constitue une « coalition de centre gauche », accorde une amnistie, et promet des élections. Cette hypothèse paraît vraisemblable. Non parce qu'elle est contraire au serment de fidélité prêté par Juan Carlos au Caudillo. Mais parce qu'il n'a plus les moyens d'une telle opération.

Tout l'intérêt d'une telle formule du point de vue de la bourgeoisie, consisterait à mettre en place les forces d'une possible majorité électorale tout en maintenant le PCE à l'écart. En quelque sorte de confier à une coalition comparable à celle du PPD et du PS au Portugal la tâche de préparer, des élections. L'impasse d'une telle formule c'est qu'elle implique précisément la perspective d'élections et qu'en cas d'élections les embryons de partis démocrate-chrétien et socialiste qui existent à l'heure actuelle ne seraient pas assez forts pour rejeter le PC dans l'opposition, à plus forte raison pour l'exclure du processus électoral ! On peut dire que l'adoption récente d'un document commun signé par la Junte démocratique et par la Convergence démocratique entérine l'irréalisme de cette perspective, l'incapacité pour les partisans de l'ouverture au sein de l'ancien régime d'arracher un PS encore débile à l'attraction d'un PC qui est de loin la principale force d'opposition.

3) Il appelle au gouvernement les représentants de ce que Santiago Carrillo appelle la « droite évolutive ». C'est l'hypothèse la plus vraisemblable. Du moins le principal intéressé, Fraga Iribarne, chef de file de la tendance, ancien ministre de l'information, et jusqu'à ces derniers jours ambassadeur à Londres, semble y croire puisqu'il a de lui-même abandonné son poste pour se trouver sur place à Madrid. Mais cette solution, si elle permet temporairement d'élargir les bases du régime et de restaurer en partie la confiance de la bourgeoisie, ne fait que retarder les problèmes sans les résoudre. Elle donne l'illusion

de l'ouverture... Le gouvernement se retrouvera confronté aux mêmes choix que Juan Carlos : accepter l'amnistie et les élections au risque d'être débordé à droite et à gauche ; ou n'offrir que des concessions de pure forme et courir le risque d'un affrontement social ouvert, d'autant plus violent que la désillusion succéderait aux espérances entretenues par la mort du dictateur. Le flou et les incertitudes d'une telle entreprise apparaissent clairement dans une interview récente accordée par Fraga en personne. A la question « Avec quelles forces seriez-vous prêt à collaborer », il répond : « Je suis disposé à collaborer avec les forces politiques qui vont de concert avec le mouvement, y compris avec celles qui veulent s'auto-exclure avec la gauche. Avec l'intention en quelque sorte de réaliser un pacte historique de compromis qui finira par se cristalliser en un programme minimum commun, programme que pour simplifier, je présenterai ainsi : réforme de tout ce qu'il est nécessaire de réformer, utilisation de la voie légale pour le faire, accomplissement d'une évolution démocratique très précise et concrète vers des libertés civiles dans des délais « déterminés », qui soient réalistes, sans précipitation, et sans incursion du parti communiste dans l'opération ». On ne peut pas dire que tout cela soit très clair, ni très franc : on parle de délais « déterminés » qui excluent la « précipitation » ; comprenez qui pourra. Une chose est certaine : l'engagement à respecter la légalité héritée du franquisme, et l'exclusion du PCE. Autrement dit, le projet se ramène dans ses grandes lignes à l'hypothèse précédente et en répète les contradictions.

Leur dernier recours

Ces contradictions, si elles traînent, peuvent vite devenir explosives. Tous ceux qui refusent le renversement révolutionnaire de la dictature, qui refusent d'en appeler à l'action des masses pour briser le cercle vicieux, s'en remettent à l'armée comme ultime arbitre.

C'est le cas de Don Juan, père de Juan Carlos, comte de Barcelone dont le programme constate : les forces armées sont « depuis notre guerre le véritable pouvoir. Son général en chef, concentre en sa

suite page 6



JUAN CARLOS, « PREMIER SOLDAT D'ESPAGNE »

● En 1948, âgé de dix ans, Juan Carlos a été confié par son père à Franco, désireux de prendre lui-même en charge son éducation. Lors de sa visite éclair à El Aïou, le prince s'est présenté aux légionnaires comme le premier soldat d'Espagne. Il a quelques raisons de s'en convaincre. Ayant eu pour précepteur le duc de la Torre, lieutenant général spécialisé dans la production de manuels militaires, il est ensuite passé par l'académie navale de Galice, par l'académie d'infanterie de Saragosse, par l'école de Carthagène. Un soldat complet.

Le 22 juillet 69, jurant solennellement fidélité au caudillo et au Mouvement, il reconnaissait « recevoir de son excellence le généralissime Franco la légitimité politique du 18 juillet 36 », date du soulèvement franquiste contre la république.

L'opinion publique le tient en piètre estime. Une blague connue : « Quand Juan Carlos occupera le trône, il gouvernera d'un sous-marin — Pourquoi ? — Parce qu'au fond il n'est pas si bête... »

Mais s'il s'est présenté dès sa première sortie comme le premier soldat, il faut y voir, au-delà d'une simple entreprise de séduction envers les officiers, la conviction du fait qu'il ne peut espérer régner que par l'armée.

FRAGA IRIBARNE, OU « L'ETAT FORT »

● Fraga Iribarne est un phalangiste, un homme qui vient du Mouvement. Ministre de l'information à poigne, il a supprimé la censure préalable, en faisant adopter une loi sur la presse dont l'article 2 donnait tous les prétextes possibles à la censure tout court.

Chassé du gouvernement en 69 pour avoir laissé éclater au grand jour le scandale Matesa qui éclaboussait les ministres rivaux de l'Opus Dei, il a profité de son poste d'ambassadeur à Londres pour se mettre en réserve de l'Etat.

Il fut l'un des premiers à chercher à bénéficier, même dans ses limites très strictes, de la loi de Arias Navarro sur les associations. En fondant un regroupement politique sous couvert d'une entreprise commerciale : la FEDISA. En août dernier plusieurs « actionnaires » connus sont venus assister à la première réunion de cette transparente FEDISA, à St Jacques de Compostelle ; parmi eux le comte de Motrico, Pio Cabanillas, ministre de l'information démissionnaire du gouvernement Arias.

Dans sa plateforme politique, Fraga Iribarne annonce la couleur de ses projets : « Face à l'immobilisme et à la révolution, nous ouvrons pour la réforme, conçue comme une attitude raisonnée, souhaitant que se réalise, sans heurts et sans utopie une transformation profonde de nos structures politiques, sociales et économiques, fondée sur le consentement de la majorité, excluant la violence et exigeant l'autorité d'un Etat fort qui garantisse les droits des citoyens face aux minorités qui d'une façon ou d'une autre prétendent le détruire... Seul un Etat fort peut garantir une société libre et dynamique » (extrait de Ramon Chao, « Après Franco, l'Espagne », ed. Stock, p. 102)

L'OPPOSITION RESPECTUEUSE

● Hors du Mouvement et des différents courants qui commencent à s'y manifester, existe aujourd'hui en Espagne l'ossature tantôt clandestine, tantôt tolérée, d'un jeu politique aussi diversifié que celui des démocraties bourgeoises européennes. Pour donner un aperçu et aider à s'y retrouver demain :

1) Les monarchistes

— **Don Juan, comte de Barcelone et l'Union nationale** : revendique un projet de monarchie constitutionnelle et entretient des liens avec la Junte démocratique à travers des personnalités proches de Don Juan, comme Calvo Serer.

— **Le Parti carliste et le prince Charles-Hugues de Bourbon** : ce parti garde une certaine base populaire, voire ouvrière par endroits. Quant au prince, il se revendique d'une sorte de « monarchie autogestionnaire » (!) en annonçant à son programme une « monarchie socialiste fédérale ». Mais, outre que les carlistes ne renoncent pas à la monarchie, ils ne sont jamais officiellement revenus sur leur rôle aux côtés de Franco pendant la guerre civile ; et en 1969, 20 000 carlistes défilaient encore dans les rues de Pampelune pour fêter les « 25 ans de paix » du régime.

2) La Démocratie chrétienne

Le Christianisme en Espagne est en perte de vitesse. Selon une enquête réalisée en 1958 par la revue **Mundo social**, 89 % des ouvriers auraient manifesté des tendances à l'anticléricalisme et 75 % des ouvriers de la région de Saragosse se seraient déclarés indifférents ou athées.

— **Fédération populaire démocrate** : animée par le vétéran des années 30, Gil Robles, elle constitue en quelque sorte le prolongement de la CEDA de l'époque.

— **Gauche démocrate**, animée par Ruiz Gimenez, ministre de l'Éducation au début des années 50. Participe à la Convergence démocratique.

— **Union social-démocrate espagnole**, fondée par l'ancien phalangiste Dionisio Ridruejo. Plus proche, malgré son nom, de la Démocratie chrétienne et du PPD portugais. Participe à la Convergence démocratique.

3) La social-démocratie

— **Le Parti socialiste ouvrier espagnol**. A changé de direction à l'issue du Congrès de Toulouse en 72. La nouvelle génération de l'intérieur a réussi à arracher l'appareil aux vétérans de la guerre civile qui s'appuyaient sur les sections d'émigrés. Un jeune secrétaire général de 31 ans, Felipe Gonzalez, a été élu au secrétariat général. Peu implanté à l'intérieur, sauf dans certaines régions, comme les Asturies, où il a maintenu quelques racines, le PSOE rénové a d'abord cherché à concurrencer le PCE sur sa gauche. Ainsi les premiers arguments avancés pour justifier le refus de participation à la Junte démocratique étaient des arguments « de gauche » : refus de collaborer avec des partis bourgeois, refus de renoncer à l'autodétermination des nations opprimées ; depuis, le PSOE a dévoilé ses vraies raisons en constituant la Convergence avec la Démocratie chrétienne.

— **Le Parti socialiste populaire espagnol** s'est constitué autour du professeur Tierno Galvan, en opposition à la direction du PSOE en exil qui contrôlait le parti pendant les années soixante.

4) Le Parti communiste

Il a connu ces dernières années une importante croissance numérique, passant de moins de 20 000 membres en 70 à près de 70 000 peut-être aujourd'hui. De toute façon ces chiffres sont approximatifs ; ils permettent cependant d'affirmer que, sortant de la clandestinité, le PCE serait vite le second PC d'Europe après le PC italien.

Le PCE a une réelle implantation dans l'intelligentsia et dans les principales concentrations ouvrières, sauf au Pays basque. Les candidats qu'il soutenait aux dernières élections syndicales ont parfois réussi des scores record, notamment dans la région de Madrid et en Catalogne. De sorte que, si le renouvellement des Cortes n'avait pas été reporté au printemps prochain, le PCE pouvait espérer, malgré les structures du régime, voir quelques uns de ses militants syndicaux y accéder.

A part le PCE, la plupart de ces groupes n'ont qu'une importance virtuelle. En termes de forces réelles, ils pèsent beaucoup moins dans les luttes actuelles que nombre de groupes révolutionnaires d'extrême-gauche ou de courants nationalistes sur lesquels nous reviendrons dans un prochain article.

Garçon ! Champagne !!



Le défi démocratique

(suite de la page 5)

personne depuis lors la souveraineté nationale. Aussi, à sa mort ou incapacité, l'héritage de cette souveraineté par une oligarchie ou par un individu tout puissant ne sera viable que si les militaires soutiennent l'opération. D'eux dépendra aussi le moment où enfin le peuple espagnol assumera sa souveraineté ». C'était le cas de Dionisio Ridruejo ancien de la Phalange, créateur de son hymne, fondateur de l'Union Social Démocrate Espagnole, groupe lié à la social-démocratie allemande et au PPD portugais, qui déclarait dans une interview récente, peu avant de mourir : « Franco est mort, c'est l'armée qui prendra le pouvoir, car c'est elle en dernier ressort qui le possède puisqu'elle peut le conserver ou le concéder. Le problème est de savoir comment l'armée rendra le pouvoir à son propriétaire légitime, au peuple espagnol, mobilisé par le suffrage universel... » C'est aussi le cas du PCE qui, dans sa proclamation, « demande » aux militaires « une neutralité active, c'est-à-dire un appui à l'opposition civile et non un coup d'Etat... ».

Le hic, c'est que cette armée n'est plus coulée d'un même bloc, que ses cadres ne sont plus majoritairement issus de la guerre civile. Les jeunes étudiants et travailleurs qui combattent le régime sur leurs lieux d'études et de travail, se retrouvent au coude à coude dans les casernes. L'insubordination menace, malgré une répression sauvage qui se veut dissuasive. Quelques comités de soldats sont même apparus au Pays Basque ; on en a annoncé au Sahara. Plus généralement, il n'est pas exceptionnel de voir les enceintes intérieures des casernes se couvrir d'inscriptions nocturnes.

Dans un contexte où la classe ouvrière rassemble ses forces, où elle se sait assez puissante pour refuser de patienter trop longtemps encore, ces brèches dans la citadelle militaire sont comparables aux petites fuites qui finissent parfois par emporter les robustes digues de Hollande.

Le fait accompli

Tout le monde en Espagne sait que la mort du dictateur annonce le changement inéluctable. Juan Carlos peut gagner quelques semaines, quelques mois peut-être, mais les échéances sont inéluctables.

Il faut les préparer en parlant clair dès aujourd'hui. D'autant plus que la droite traditionnelle, celle de phalange, est affaiblie mais pas décomposée au point où l'était la droite portugaise à la veille du 25 avril. Il y a encore en Espagne des gens nourris de l'idéologie de la guerre civile prêts à vendre chèrement leurs places et leurs privilèges.

Les tergiversations, les attermoissements ne peuvent que les encourager tout en semant le doute dans les rangs de la classe ouvrière. Nous avons déjà exposé dans Rouge (N° 319 et 321) en quoi la politique du PC et du PS espagnols nous semble faite de reculades, de concessions qui annoncent de plus graves capitulations.

Pourtant le Parti Communiste, craignant d'être laissé pour compte dans le cadre d'une démocratisation limitée, n'a pas ménagé ses rododendres. En octobre, lors d'une Conférence de presse à Paris Santiago Carrillo déclarait : « Que fera la Junte si Juan Carlos prend la succession ? Il y aura le peuple dans la rue pour exiger l'amnistie et la libération des emprisonnés. Il arrivera aussi que les travailleurs reprendront en main les syndicats. Il arrivera que les partis politiques ressurgiront à la surface sans attendre l'autorisation d'un décret ou d'une loi. Le Parti Communiste est prêt à ouvrir des sièges partout (...).

Le problème démocratique va être posé dans la rue, dans la vie réelle ; et personne ne pourra s'y opposer ». Le moment est donc venu de passer des paroles aux actes. En effet, les propos de Carrillo ne relevaient pas d'une improvisation individuelle. La proclamation déjà citée du PCE tient le même langage : « Avec ou sans la permission de Juan Carlos, les partis de l'opposition se montreront au grand jour, mobiliseront les masses et descendront dans la rue pour exiger un gouvernement provisoire démocratique qui restitue la souveraineté au peuple ».

Ce gouvernement, s'il doit être d'ample coalition avec la « droite civilisée », ne dit rien qui vaille. Mais avant d'en venir là, il faut prendre le PCE au mot et montrer du même coup son irresponsabilité. Ou bien ses propos ne sont que de creuses fanfaronnades et préparent d'amères déceptions aux travailleurs qui les prendraient au sérieux... ou bien ils sont sincères et dans ce cas le PCE lui-même manque totalement de sérieux : on ne peut appeler les masses à créer un fait accompli démocratique sans en envisager toutes les conséquences, sans tenir compte des réponses possibles de la droite « non-civilisée » (pour parler comme Carrillo), sans préparer les travailleurs à toutes les éventualités, y compris et surtout l'affrontement violent pour le renversement effectif de la dictature.

Il y a des années maintenant que le PCE brandit la perspective toujours lointaine de la « grève nationale » pour en finir avec le régime. Plus nuancée, la plate-forme de la Junte démocratique annonçait une « action démocratique nationale » qu'elle lancerait « au moment opportun, convaincue qu'elle est que la liberté ne sera pas offerte gratuitement au peuple espagnol et qu'il devra lutter pour la conquérir ». Quant au Parti socialiste (PSOE), il justifiait il y a un an son refus d'adhérer à la Junte, en lui reprochant sa tiédeur : « Les grèves multiples et importantes et les mouvements de protestation qui se produisent en tous points du pays, démontrent que les prémices nécessaires à la préparation de la grève générale politique existent déjà. La réunion de ces luttes en un seul canal, voilà le point qui nous sépare. »

Et maintenant ?

Trêve de finasseries et de faux-fuyants. Juan Carlos et les siens, acculés, ne lâcheront du lest que pour tenter de sauver l'essentiel du régime dictatorial dont ils héritent.

Au PC nous disons qu'il faut appeler un chat un chat : s'il faut arracher les droits démocratiques et les revendications ouvrières par les grands moyens — et il le faudra — parlons franchement de la grève générale qu'il faut préparer pour jeter bas le régime et non de la grève nationale ou d'action démocratique qui laissent planer le doute et l'incertitude. Au PSOE, nous disons : si les conditions d'une grève générale politique étaient mûres il y a un an, elles le sont d'autant plus aujourd'hui, à l'heure de la mort du dictateur, et après les cinq grèves générales d'Euskadi qui ont montré la voie.

Le moment est venu de régler les vieux comptes.

19/11/75
D.B.

P.S. : Dans les précédents numéros de Rouge, nous avons abordé de façon plus détaillée la crise du régime franquiste (Rouge 320), l'alternative démocratique du PC et du PSOE (Rouge 319 et 321), la question nationale (Rpuge 322). Dans un prochain numéro, nous consacrerons un article à la situation et aux perspectives de l'extrême-gauche dans l'après-franquisme.



Jean Ferrat au centre, censuré lui aussi !

Sipa-press

antenne 2 CENSURE ET GRANDES MANOEUVRES

fidenciel du groupe de presse Bourgine « Valeurs Actuelles », ou écrivent certains anciens d'« Occident » comme François d'Orival ou Patrice de Plunkett) proche de certains milieux républicains indépendants écrit : « La plus grande partie de la presse actuelle est insupportable. C'est une sorte de magma indifférencié, aux rédacteurs interchangeable, fournis par la même université gauchiste, distillant les mêmes préjugés, dont les articles s'imitent d'un journal à l'autre. La télévision leur sert d'amplificateur surtout Antenne 2. Cette coterie s'efforce de dominer l'opinion publique par tout un système de publicité réciproque et souvent clandestine ».

Antenne 2, une chaîne tellement « à gauche » que son président supprime un débat sur l'Armée après l'intervention d'une trentaine d'avortons nazis et censure une chanson de Jean Ferrat après un simple coup de fil de Jean d'Ormesson, directeur du Figaro, et libéral avancé bien connu (après cette affaire *Le Figaro* est devenu le premier journal comique de France, qui continue de garder sous son titre la devise de Beaumarchais : « Sans liberté de blâmer il n'est pas d'éloge flatteur »).

Certains remaniements sont en vue : si le clan poniatowski n'a pas réussi encore à faire suffisamment avancer son pion nommé Jacques Perrier, qui vient du journal télévisé de la première chaîne après avoir été rédacteur à *Minute*, il semble acquis que Michel Bassi, ancien responsable du service politique du

■ Une émission supprimée et une chanson censurée, en moins d'une semaine, tel est le bilan d'Antenne 2. Et ce n'est pas fini. L'affaire d'Antenne 2 a été évoquée à plusieurs reprises lors du débat précédant à l'Assemblée Nationale vote du budget du Ministère de l'Information.

Ce fut d'abord le rapporteur du projet, le député Joël Le Tac, frère d'un barbouze bien connu, qui stigmatisa cette concurrence qui pousse les chaînes à rechercher le sensationnel, voire le scandale. Puis ce fut parmi bien d'autres l'ex-OAS Soustelle.

Antenne 2 est l'objet d'une âpre querelle au sein de la majorité. Cela a commencé par des campagnes de presse de « Minute » (1) et des autres feuilles de droite à propos de reportages de Jean Lanzi ou de la couverture des événements du Cambodge et du Viet Nam. Cette semaine encore, le bulletin con-

Les sections syndicales S.N.R.T. et S.U.R.T. du GIRATEV (Groupement informatique pour la radiodiffusion et la télévision) protestent :

— Contre l'intervention de groupes fascistes dans les locaux de Cognacq Jay,

— Contre la modification du programme prévu « Les dossiers de l'écran » suivis d'un débat sur l'armée du mardi 11 novembre 1975, modification obtenue par la pression de ces forces d'extrême-droite, par la complicité de la direction d'Antenne 2 et la non-ingérence des « forces de l'ordre » d'habitude si prompts à intervenir contre les travailleurs.

Fait à Issy le 13 novembre 75

LE CASIER DE CATHERINE

● Lecanuet et Hélène Dorlhac ont multiplié les déclarations sur l'amélioration des conditions de réinsertion des détenus.

Le 13 octobre 1975, Catherine Leguay est engagée comme agent administratif de Paris 7è pour travailler au secrétariat du laboratoire de M. Schatzman.

Catherine, qui doit élever une petite fille de 4 ans a cherché du travail sans succès pendant plusieurs mois avant de trouver ce poste.

Le 6 novembre, elle reçoit une lettre recommandée l'avisant qu'elle ne fait plus partie du personnel à dater du 10 novembre 75. Motif : Catherine Leguay, militante active du CAP, a été condamnée à plusieurs reprises à des peines de prison. Son casier judiciaire n'est pas blanc.

La décision de Président de Paris 7, Alliot, relève d'une interprétation extraordinairement restrictive de textes iniques et dépassés sur le statut de la fonction publique.

Il faut d'ailleurs, signaler que le même Alliot avait pris part au vote unanime du 24 janvier 1972 du Conseil de l'Université Paris 7 reconnaissant le

droit au Travail d'Alain Geismar, recruté comme agent technique à sa sortie de la prison de la Santé où il purgeait une peine pour reconstitution de Ligue dissoute.

Une pétition proposée par l'inter-syndicale (CFDT, CGT, FO, FEN) de l'observatoire Paris-Meudon, CSE, SNE Sup, CGT Jussieu, SGEN CFDT Jussieu, SNPTES Jussieu, Syndicat de la Magistrature a été lancée.

Car si la décision d'Alliot est inique, le combat que mène Catherine pour sa réintégration a une portée plus vaste, ainsi que le souligne dans sa lettre au Président de Paris 7, le Syndicat de la Magistrature : « Le Syndicat de la Magistrature considère que votre décision ne s'inscrit pas dans les décisions que la loi et la réglementation imposent au pouvoir de nomination et de révocation des agents contractuels mais qu'elle est le résultat d'une interprétation pour le moins discutable des textes applicables en l'espèce. La question soulevée par le licenciement de Melle Leguay et comme vous êtes conscients vous-même, de portée beaucoup plus générale. Elle touche le droit au travail des ex-détenus après l'accomplissement de leurs peines. »

SNRT-CGT

Lettre ouverte à M. Jullian P.D.G. d'Antenne 2

● Le Syndicat National de Radio-Télévision C.G.T., élève une vive protestation contre l'annulation, sous la pression d'un commando fasciste, du débat des « Dossiers de l'Écran » du 11 novembre consacré à l'armée.

Il est d'autant plus scandaleux que la direction d'Antenne2 ait cédé aux nerfs de Dupuy de Méry qu'il n'a jamais été tenu compte des protestations contre le passage à l'antenne de criminels de guerre nazis (Skorzeni, Speer, Touvier, etc...)

Alors que la police intervient avec brutalité contre les travailleurs qui défendent leurs revendications dans les entreprises, alors que la direction de la télévision n'a jamais hésité à faire appel à la police pour expulser des lieux les travailleurs (y compris ceux de la télévision) venus émettre des protestations, le commando fasciste a bénéficié d'une scandaleuse impunité.

Le SNRT-CGT insiste pour que le débat prévu ait lieu avec les mêmes participants dans les plus brefs délais.

pour le SNRT-CGT
Marcel Huart
Secrétaire Général
le 17/11/75

Figaro, puis rédacteur en chef de l'ACP va devenir rédacteur en chef des actualités, d'Antenne 2 tandis que Georges Leroy deviendrait directeur de l'information sur cette chaîne. La victime expiatoire de ces règlements de comptes serait Jacques Sallebert. Mais des interférences peuvent encore compromettre l'issue de ces grandes manœuvres.

Nous l'avons dit la semaine dernière, l'opération Dupuy de Méry a été un joli petit traquenard monté pour accélérer certains règlements de comptes. La présence sur les lieux de l'ex-capitaine Sergent, ancien responsable de l'OAS métropole, supporter très spécial des RI pendant la campagne présidentielle et actuel conseiller officieux de Ponia pour les questions militaires, suffit à prouver, avec l'attitude bienveillante de la police, quel est le chef d'orchestre clandestin de cette opération.

Surtout que nous attendons avec impatience le démenti de certaines questions. Est-il vrai qu'à 14 h. le jour du débat d'Antenne 2 sur l'Armée, J.-I. Guillebaud, responsable de la 1ère chaîne a averti par téléphone le service de sécurité d'Antenne 2 que le Comité de Défense de l'Armée française devait occuper les studios le soir même. Le service de sécurité aurait alors répondu qu'il était déjà au courant et que de toutes façons il n'y avait pas de problème : le centre Cognacq-Jay est équipé d'un rideau de fer qui se baisse en 35 secondes.

Pourtant les acolytes de Dupuy de Méry purent occuper en toute tranquillité les locaux.

Mais n'est-il pas vrai aussi que ce service de sécurité si bien renseigné compte un nombre important d'anciens du SAC, la milice gaulliste ?

N'est-il pas vrai aussi que le propre frère de Dupuy de Méry est un ancien membre de ce service de sécurité ?

Nous attendons avidement la réponse à ces quelques questions que de nombreux journalistes se posent aussi.

Mais en attendant *Minute* tire la conclusion de cette affaire : « de simples citoyens ont été contraints d'intervenir et l'intervention a été payante ».

Que les émules de Dupuy prennent garde au dicton : « Tant va la cruche à l'eau (RTF) qu'à la fin elle se brise », ou elle sera brisée !!!

(1) Journal où le RI Griotteray est devenu le principal actionnaire.



c'est pas de la politique,
c'est du cul.

non, c'est pas du cul,
c'est de la politique.

à l'institut Maurice Thorez DEBAT « DEMOCRATIQUE »

■ L'Institut Maurice Thorez organisait le 13 novembre dernier une conférence-débat consacrée à « Maurice Thorez, dirigeant communiste ». Au programme, Giulio Ceretti, membre du P.C. italien, vieux routier du Komintern, où il avait joué « à l'ombre des deux T » (1), le rôle d'éminence rouge, secrétaire, confident et homme de cour. Quelque esprit naïf ou égaré aurait pu croire que la tenue de cette réunion, peu de temps après la publication du livre de Philippe Robrieux (2), était le fruit du hasard. Mais dès la première intervention de Ceretti, les choses étaient claires : son propos n'avait d'autre objet que répondre à Robrieux :

Le hasard, décidément faisant bien les choses, la première personne de la salle à intervenir fut justement Robrieux, qui non sans courage, était venu débattre devant ce parterre de vieux militants où on reconnaissait nombre de têtes connues. L'échange aurait pu être fructueux et instructif, mais il n'eut pas lieu. Atoutes les questions pertinentes, posées sur le XX^e congrès, sur le rôle de l'Internationale et de Staline, sur le Front Populaire, Ceretti qui venait de Florence, cette ville dont le prince est Machiavel, se déroba avec tous les artifices du clown de Médrano. Parfois, emporté par sa verve, ce vieux stalinien qui n'a rien oublié, et rien renié, se laissait aller jusqu'à clouer au pilori Krouchtchev « qui avait remué tant de boue ». Philippe Robrieux avait parlé, à peine cinq minutes. On le « cartonna » pendant près de deux heures en faisant donner tout à tour, l'artillerie lourde, les voltigeurs et les éléphants d'Hannibal.

Cogniot, l'œil mouillé évoquait le camarade Fried (3), qui venait prendre des notes aux cours de l'Université Ouvrière : « Eh, oui, camarades, Fried qu'on veut nous présenter comme dictant ses ordres au PCF, eh bien, il se mettait à l'écoute du mouvement ouvrier français... ». Wolkow et un jeune autre historien new-look voulurent replacer le débat sur le terrain historique, argument contre argument, sources contre sources, mais visiblement la salle n'apprécia pas qu'on consacrait tant de temps à réfuter Robrieux. Simple question de bon sens, en effet : Si ce livre est crapuleux, il ne mérite pas qu'on s'y arrête ; sinon il pose problème. En parler, c'est déjà reconnaître son intérêt.

Aussi lorsque Philippe Robrieux, voulut répondre à ses détracteurs, on comprit vite que la démocratie n'avait pas, ce soir-là, avancé jusqu'à l'Institut Maurice Thorez. « T'as pas changé, tu es toujours aussi con » gueulait Figuerès tandis que fusaient péle-mêle les « salopard », « renégat », « provocateur », « fumier ». A la tribune, Gosnat manquait de s'étrangler d'indignation, tandis que d'autres gardaient un silence pudique et gêné.

Voilà qui laisse bien augurer des libertés chéries dont nous abreuve la direction du PCF. Au dernier Comité Central, Kanapa a souligné que la politique du Parti devait s'inspirer de la méthode du « Défi Démocratique ». Mais qui osera le relever ? Le PCF revendique le pluralisme d'opinion mais il ne supporte que d'entendre la sienne. Pour le débat démocratique, il faudra sûrement attendre l'application du Programme Commun....

Simple coïncidence ? La conférence-signature qui était organisée au Drugstore-Opéra autour de livre de Robrieux, a été annulée « à cause des risques d'incidents ». A la suite de quelles pressions ?

Décidément, le Parti Communiste n'a pas fini de vivre à l'heure du stalinisme.

A.C.

(1) Giulio Ceretti « A l'ombre des deux T », éd. Fayard.
(2) Philippe Robrieux « Maurice Thorez, vie secrète, vie publique », éd. Fayard.
(3) Eugène Fried (Clément) envoyé de l'Internationale auprès du PCF, conseiller de Thorez.

POLITIQUE

les états généraux de la prostitution

FAUSSE ALTERNATIVE

entre le contrôle de l'Etat et le statut « libéral » de la prostitution, le choix est entre deux formes de sujétion,

• Une Mutualité pleine, tendue. Publics différents, côte à côte plus que mêlés, somme d'intérêts et de motivations contradictoires. Femmes prostituées des différents quartiers de Paris et villes de province. Femmes du Mouvement de Libération. Mènie Grégoire...

Des hommes aussi. Pour quelques-uns venus s'informer, que de voyeur, mi-gouenards, mi-paternalistes : « Mesdames, vous êtes merveilleuses... et si nécessaires pour notre équilibre nerveux ». Reconnaissance baveuse, pitoyable. Pas culpabilisés, les clients. Ceux-là parlent. D'autres se taisent, muets mais attentifs : flics en civil... mais... difficiles à départager parfois.

• La projection d'un film de Pasolini ouvre la séance, montrant des macs à l'œuvre, une prostituée à leur merci, tabassée, violente. Dans une atmosphère où le voyeurisme est déjà si présent, c'est presque insoutenable. Des protestations fusent, s'enflent. On n'est pas là pour ça ! La projection est interrompue. Le but du film, Ulla le dira ensuite : ça c'était avant, quand le proxénétisme était contraintes physiques, tortures ; aujourd'hui c'est fini ou quasiment (pourtant au « Nid », refuge des prostituées lyonnaises, une femme est encore arrivée récemment lardée de coups de couteau) : les féministes ont tort d'en rester à l'image vieillotte du petit mac à casquette.

• Le seul proxénète qu'on dénoncera ce soir, c'est l'Etat qui persécute par ses amendes, ses impôts, ses arrestations multiples, la brutalité de ses flics et la fermeture des hôtels. Pourtant, ce proxénétisme-là, qui contraint les prostituées à intensifier la cadence pour apaiser le percepteur, en traduit un autre : celui d'un système où la recherche du profit maximum se combine à l'oppression des femmes pour que leur corps devenu marchandise engraisse les uns en assouvissant les autres. Mais ce n'est pas le thème de la soirée... Quand les femmes de Barbès protestent qu'on les ait tenues à l'écart des dernières réunions parisiennes, Ulla leur répond qu'à Barbès il n'y a pas de problème, puisque les hôtels ne sont pas fermés (ils sont, paraît-il, d'utilité publique). Un seul thème sera sans cesse repris et illustré : la liberté du travail.

• Le refus des ghettos, quartiers réservés, Eros Centers et autres usines du sexe où certains voudraient les parquer, débouche sur cette seule exigence : pouvoir exercer librement. Toutes dénoncent l'hypocrisie de ceux qui font la prostitution en méprisant les prostituées, l'imposture d'un système qui secrète la misère sexuelle en chargeant certaines d'éponger ce qui menace l'ordre du travail et de la famille. Toutes pointent la contradiction entre morale et pratique d'une société qui multiplie les barrières pour celles qui tentent d'abandonner. Toutes se révoltent contre l'arbitraire policier, les humiliations quotidiennes.

Ce faisant, c'est nous tous qu'elles questionnent : clients potentiels et femmes prostituables.

• Mais l'alternative posée le 18 : contrôle accentué de l'Etat ou libéralisation codifiée par des statuts de la prostitution, ne laisse le choix qu'entre une forme de sujétion, d'oppression, ou une autre. Dans les 2 cas, c'est l'institutionnalisation de la prostitution qui est à l'ordre du jour.

• La révolte des prostituées, les occupations d'églises, les rapports nouveaux qui se sont établis à cette occasion, la parole prise, la solidarité amorcée étaient porteurs d'autre chose, d'une remise en cause autrement radicale que l'aménagement de la prostitution qui s'est réclamée aux états généraux de la Mutualité. Après tant de questions posées par cette lutte, la démarche dominante, restait hier de s'identifier au rôle de défouloir social que l'on fait jouer aux prostituées, moins les brimades et la marque infamante. Certaines ont expliqué le « service » ainsi rendu : moins de femmes agressées, de petites filles violées...

Alors ? C'est tout ou rien ? En finir aujourd'hui tout de suite, avec la prostitution, se laver les mains du sort des prostituées ? Nous ne le pensons pas. Nous y reviendrons la semaine prochaine dans Rouge.

19.11.75



JUSTICE POUR GOLDMAN !

● A l'heure où nous mettons sous presse, nous ignorons encore la décision de la Cour de Cassation concernant Pierre Goldman. Il s'agit là d'un dernier recours. En effet, le verdict des Assises est sans appel. Si pour des raisons juridiques la Cour casse ce verdict, un nouveau procès devra avoir lieu. En cas contraire, Pierre sera envoyé dans une centrale. Seule l'apparition d'un élément nouveau permettrait un nouveau procès, sinon la peine pourra à la rigueur être quelque peu raccourcie par le système de grâce. Mais il est clair qu'il s'agit là d'une affaire polémique remettant en cause le système judiciaire tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Quelque soit l'arrêt de la Cour de Cassation, un mouvement d'ampleur nationale sera nécessaire pour que justice soit rendue.

dans la « Vie Ouvrière »

un sondage révélateur

Dans un sondage effectué à l'occasion du 80^e anniversaire de sa fondation, la CGT fait état du jugement que portent les travailleurs sur elle et sur son action. Ce sondage (publié dans la V.O. du 5 novembre) que nous reproduisons, effectué auprès de travailleurs syndiqués et non syndiqués est plein d'enseignements : en effet à des degrés divers chez les syndiqués ou non syndiqués, ce sont les questions qui touchent à la démocratie dans la CGT, à sa volonté unitaire, à son indépendance et à son soutien au programme commun qui obtiennent les pourcentages de réponses les moins bons. Voilà qui témoigne d'un jugement sûr et devrait indiquer à la direction confédérale à quel endroit le bât blesse, ce d'autant que les adhésions (la « promotion » du 80^e anniversaire) sont notoirement en retard en comparaison avec le bilan de l'an dernier : ce sont des signes qui ne trompent pas.

à propos de la démocratie

Quels que soient les efforts déployés par le Bureau Confédéral, l'extension de la démocratie n'est conçue par lui que comme une affaire technique et jamais dans le cadre de la reconnaissance du pluralisme au sein du mouvement ouvrier.

Il en résulte une situation connue où le monolithisme de pensée étant la règle les votes ont lieu dans les congrès à la quasi unanimité, et où lorsque des questions brûlantes sont à l'ordre du jour tel le Portugal par exemple, elles ne donnent lieu au congrès confédéral CGT à aucun débat. Pourtant il y a à la direction de la CGT des membres connus du parti socialiste : Claude Germon et Pierre Carassus à la CE, J.C. Larose au bureau confédéral. N'auraient-ils pas sur le PS portugais par exemple, d'autres avis que ceux émis officiellement par la CGT ? Ou bien sur l'affaire de « Republica » ou de Radio Renaissance ? Et si tel n'était pas le cas qui l'a su ? Qui en a été informé ?

A cela dans un numéro récent (29 novembre) de la V.O. H. Krasucki répond « nous essayons de ne pas avoir à nous départager... on tient compte des avis, on parvient à la conclusion qui apparaît comme la plus raisonnable tout en demeurant unis ». Un souci juste, bien sûr, mais qui, lorsque des problèmes brûlants sont posés, n'est pas applicable, précisément parce que la CGT (comme le souligne H. Krasucki dans le numéro de la V.O.) « reste traversée par des courants divers », parce que Jeanine Marest, nouvelle secrétaire confédérale, souligne que « dans la CGT... on défend son point de vue... on s'explique » et que par conséquent même minoritaire (comme ce fut le cas du futur syndicat FO après la libération) ce n'était pas « une raison suffisante pour faire scission ». Bien sûr, mais à une condition, c'est que les positions, les points de vue apparaissent, et puissent s'exprimer même « minoritaires », devant les syndiqués, et dans la presse syndicale.

Mais l'essentiel c'est que les dirigeants du PCF (car c'est d'eux qu'il s'agit) n'ont pas rompu avec cette idée profondément stalinienne, reprise par Joannès Galland dans la V.O. et par Georges Séguy dans son livre « Lutter » selon laquelle il n'y a qu'un parti de la classe

ouvrière, le PCF, et qu'il est « naturel » alors qu'un syndicat lutte de classe comme la CGT rejoigne ses positions. Tant qu'une telle conception régnera, la démocratie dans la CGT n'existera pas.

De plus ce n'est pas si « naturel » que ça. Il serait intéressant de savoir par exemple quelle est la réaction de la direction de la CGT à l'égard d'une déclaration surprenante de Jean Colpin membre du Bureau Politique du PCF et qui traduit une singulière conception des rapports parti-syndicats : « Notre parti a de sa mission une conception qui l'amène à prendre en compte partout et surtout dans les entreprises tous les problèmes, toutes les luttes de la classe ouvrière et des travailleurs, non seulement à s'exprimer sur tout ou partie de ces problèmes mais à organiser l'action aussi bien pour l'aboutissement des revendications quotidiennes que tout les changements fondamentaux qui en garantiront la satisfaction durable... » que les partis s'expriment sur tous les problèmes y compris dans l'entreprise, entièrement d'accord. Mais s'ils organisent l'action pour les revendications quotidiennes les conséquences sont graves : soit le syndicat est voué au dépeçage pur et simple, soit plus vraisemblablement il perdra son caractère de masse pour se transformer en appendice pur et simple du parti, déserté par la majorité des travailleurs aux yeux desquels il apparaîtra comme un instrument politique, non comme une organisation syndicale de masse et les travailleurs dans leur ensemble ne s'y syndiqueront pas.

le syndicat : une organisation fédérative

Mais nous dit-on, comment préserver la cohésion du syndicat ? A cela il existe une réponse simple : le syndicat à la différence d'un parti n'est pas régi par le centralisme démocratique, les travailleurs y adhèrent pour y défendre leurs intérêts, et non sur la base d'un programme. Et les différentes structures syndicales ne sont pas tenues aux différents niveaux d'appliquer les décisions des organismes supérieurs : c'est précisément en cela que le syndicat est une confédération réunissant des organisations syndicales, qui peuvent à un moment donné prendre des positions distinctes de celles de la direction confédérale et qui doivent pouvoir les faire

SYNDIQUÉS	I - NE LISANT PAS LA V.O. 575 RÉPONSES						II - LISANT LA V.O. 309 RÉPONSES					
	VOUS LITTEZ-VOUS LA V.O. ?	AVANT D'ÊTRE MEMBRE DU SYNDICAT ?	DEPUIS QUE VOUS ÊTES MEMBRE DU SYNDICAT ?	AVANT D'ÊTRE MEMBRE DU SYNDICAT ?	DEPUIS QUE VOUS ÊTES MEMBRE DU SYNDICAT ?	DATE APPROX.	VOUS LITTEZ-VOUS LA V.O. ?	AVANT D'ÊTRE MEMBRE DU SYNDICAT ?	DEPUIS QUE VOUS ÊTES MEMBRE DU SYNDICAT ?	AVANT D'ÊTRE MEMBRE DU SYNDICAT ?	DEPUIS QUE VOUS ÊTES MEMBRE DU SYNDICAT ?	DATE APPROX.
La CGT est représentative des travailleurs et fonctionnaires de France entière	281 %	1,04 %	16,37 %	5,30 %	0,17 %	2,00 %	0,26 %	10,54 %	0,60 %	0,01 %		
Elle défend avec énergie les revendications des travailleurs dans la profession comme au niveau national	1,78 %	3,45 %	13,22 %	60,17 %	1,22 %	0,81 %	2,06 %	9,31 %	0,70 %	0,51 %		
Elle veille à ce que ses militants puissent participer librement à la vie de leur syndicat	3,48 %	2,61 %	21,87 %	69,91 %	2,43 %	1,03 %	3,08 %	11,74 %	73,38 %	0,77 %		
Elle a le souci constant de travailler et d'entraider ses militants	2,80 %	3,13 %	21,74 %	71,73 %	1,24 %	1,54 %	2,06 %	16,97 %	78,82 %	0,51 %		
Elle encourage toutes les initiatives de ses militants	1,67 %	2,26 %	16,36 %	74,61 %	2,98 %	2,06 %	1,83 %	8,48 %	67,40 %	1,03 %		
Elle défend la liberté d'opinion et les revendications individuelles de ses militants	2,78 %	4,17 %	25,39 %	65,74 %	1,81 %	2,06 %	3,29 %	18,02 %	72,12 %	0,51 %		
Elle veille à ce que ses militants puissent participer librement à la vie de leur syndicat	2,13 %	4,35 %	28,26 %	65,17 %	2,00 %	4,63 %	4,84 %	17,99 %	74,81 %	1,06 %		
Elle fait respecter une stricte discipline et est prête à sanctionner les militants qui ne s'y conforment pas	1,38 %	3,43 %	23,40 %	71,13 %	1,57 %	1,84 %	1,80 %	18,17 %	75,88 %	1,03 %		
Elle joue un rôle prépondérant dans le soutien au Programme commun de la gauche	2,43 %	3,63 %	14,78 %	76,17 %	2,78 %	3,09 %	1,28 %	8 %	86,12 %	0,51 %		
NON-SYNDIQUÉS	III - NE LISANT PAS LA V.O. 577 RÉPONSES						IV - LISANT LA V.O. 96 RÉPONSES					
La CGT est représentative des travailleurs et fonctionnaires de France entière	11,06 %	5,56 %	20,34 %	6,32 %	0,70 %	3,13 %	1,64 %	33,33 %	30,50 %			
Elle défend avec énergie les revendications des travailleurs dans la profession comme au niveau national	4,81 %	8,84 %	27,73 %	60,67 %	4,20 %		5,21 %	30,21 %	64,58 %			
Elle veille à ce que ses militants puissent participer librement à la vie de leur syndicat	6,78 %	8,49 %	22,21 %	66,79 %	10,75 %	7,04 %	5,21 %	28,12 %	69,38 %	6,25 %		
Elle a le souci constant de travailler et d'entraider ses militants	6,80 %	6,01 %	20,88 %	65,82 %	2,20 %	3,13 %	6,25 %	20,83 %	69,79 %			
Elle encourage toutes les initiatives de ses militants	6,40 %	5,55 %	21,14 %	61,97 %	4,51 %	1,04 %	6,25 %	22,92 %	69,75 %	1,04 %		
Elle défend la liberté d'opinion et les revendications individuelles de ses militants	12,23 %	11,79 %	30,00 %	56,91 %	3,47 %	4,17 %	10,42 %	37,50 %	60,07 %	1,04 %		
Elle veille à ce que ses militants puissent participer librement à la vie de leur syndicat	22,01 %	8,19 %	25,00 %	58,13 %	8,00 %	15,64 %	3,12 %	32,29 %	60,00 %	2,08 %		
Elle fait respecter une stricte discipline et est prête à sanctionner les militants qui ne s'y conforment pas	8,56 %	8,19 %	20,00 %	53,03 %	1,00 %	3,13 %	8,21 %	23,96 %	67,71 %			
Elle joue un rôle prépondérant dans le soutien au Programme commun de la gauche	14,04 %	9,36 %	19,50 %	53,03 %	1,64 %	6,21 %	6,50 %	19,70 %	66,63 %			

connaître. C'est bien ce que semblait (en partie il est vrai) signifier G. Séguy dans son livre « Lutter » et lorsqu'il répondait au syndicat des correcteurs de Paris, lors du dernier congrès confédéral, de la façon suivante : « Deux interventions méritent quelques précisions : tout d'abord celle du camarade Toublat du syndicat des correcteurs de Paris qui a en quelque sorte demandé le droit pour les organisations de la CGT d'avoir sur les questions d'orientation ou d'action des positions plus nuancées que celles de la CGT telles qu'elles sont déterminées par le congrès ou ses organismes de direction ; par exemple pour ce syndicat à propos du programme commun de la gauche. Ce droit n'est pas à revendiquer ; il a toujours été reconnu à toutes les organisations adhérentes à la confédération, conformément aux règles de la démocratie syndicale ». (Le Peuple n° 969, 970).

Et n'est-ce pas la même idée que H. Krasucki évoque dans la V.O. lorsqu'il déclare « Il n'y a pas d'inconvénient de principe à se compter. Ce n'est ni un idéal ni un drame. C'est affaire de jugement ». Encore faut-il si l'on veut que le syndicat soit un organisme de débat vivant et de lutte, faire savoir aux syndiqués qui s'est compté, et sur quels votes.

contre l'unité ?

C'est à ce sujet que les pourcentages sont les plus bas parmi les non-syndiqués, et il faut dire que les récentes prises de positions du bureau confédéral y sont pour quelque chose. Car sur deux problèmes essentiels, qui demandent une bataille et une riposte unitaires c'est une réponse sectaire qui a été apportée : c'est le cas des comités de chômeurs que la CGT veut organiser sous son contrôle et sous sa direction alors qu'il est évident que seule une organisation unitaire pourrait être mobilisatrice, et le faible nombre de comités n'est pas étranger à la décision syndicale. Il est vrai que la CFDT a la même attitude, mais raison de plus pour que la CGT syndicat majoritaire soit unitaire pour deux.

C'est le cas de l'Armée où le refus d'un syndicat de soldats, à cause de la division syndicale (voir la brochure de la CGT sur la question) est injustifiable pour les appelés qui ont montré récemment leur aspiration à l'unité.

Enfin la question des libertés politiques à l'entreprise telle qu'elle est abordée ne peut apparaître là aussi qu'à l'opposé d'une attitude unitaire. Car loin de favoriser la prise de conscience des travailleurs, les interventions du PCF soutenues par la CGT apparaissent comme des opérations de boutique. Pourquoi en effet ne pas impulser plutôt des meetings unitaires de débat ? Pourquoi à Renault appeler les travailleurs à se rallier à un appel du PCF pour défendre les ouvriers licenciés au lieu de lancer un appel syndical unitaire soutenu par tous les partis ouvriers ? Pourquoi dans une entreprise occupée (à Idéal Standard) prétendre que c'est le PCF qui doit orienter la lutte ? Pourquoi enfin dans un autre cas faire signer côte à côte la CGT et la cellule PCF ?

Tout cela en effet ressemble plus à une organisation bureaucratique qu'à un syndicat ouvert et unitaire. Les travailleurs ne s'y trompent pas.

Et quand de surcroît, au cours des luttes, la CGT attaque les structures qu'ils ont mis en place démocratiquement comme ce fut le cas à Chausson pour le comité de grève, et à Lip pour le comité d'action (quitte à reconnaître 2 ans après comme pour J-L. Moynet récemment que les résultats obtenus à Lip n'étaient pas si mauvais qu'ils l'avaient pensé — « Nouvelle critique n° 87) comment s'étonner que les travailleurs, et les jeunes en particulier, chatouilleux sur la démocratie ouvrière, rechignent à se syndiquer ? Ni les sondages de la V.O. ni les difficultés de recrutement ne sont alors très difficiles à comprendre.

GISCARD sonne LA RETRAITE

Ainsi c'est fait : après des mois de tapage sur la « politique sociale » de Giscard, la montagne a accouché d'un puceron : la retraite à soixante ans dans sept mois pour 30.000 personnes et dans un an et demi pour 40.000 de plus. Quand on a un million et demi de chômeurs, voilà qui change tout !

L'affaire est si dérisoire que même les laudateurs de profession en sont gênés, surtout après l'indécente campagne publicitaire qui a précédé. Le journal patronal « les Echos » ronchonne : « Le gouvernement aurait dû rester plus prudent au niveau des intentions, sans chercher à capter à son profit un thème populaire. »

Il est vrai que cette loi prend des allures de provocation. Les directions de la CGT et de la CFDT ont protesté, souligné à juste titre la mesquinerie d'une mesure qui, au rythme actuel repousserait la retraite à soixante ans pour tous... à l'an 2.000 ! Mais que proposent-elles ?

La CGT qui présentait la retraite à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes comme une solution immédiate au chômage, a mis de l'eau dans son vin. Comme le rappelle l'Huma du 15 novembre, ses propositions actuelles sont la retraite à soixante ans pour les travailleurs manuels et pour les femmes au cours de l'année 76 (dans cette revendication les femmes n'ont pas droit au régime à part que la CGT jugeait bon de leur accorder, et le nivellement se fait par le bas). Pour les autres, elle se déclare prête à attendre 77.

Face à un chômage sans précédent, cette position n'est ni crédible ni mobilisatrice pour les travailleurs.

Notre réponse doit être à la hauteur de la crise :

● **Où, nous revendiquons le Droit (et non l'obligation) à la retraite dès 55 ans avec maintien du salaire antérieur. Ce n'est pas pour nous un idéal : la société socialiste pour laquelle nous luttons, ne mettra pas les vieux « hors-circuit » pour faire place aux jeunes ; elle donnera au contraire, à tous, les moyens de prendre part aussi longtemps qu'ils le voudront à la vie sociale, à la mesure de leurs capacités et de leurs goûts.**

La retraite n'est pas un idéal. C'est le droit de se reposer pour tous ceux qu'une vie de travail, dans un système où tout est conçu pour le profit au mépris de ceux qui produisent les richesses, a usé physiquement et nerveusement.

● **Mais, nous réaffirmons que la revendication centrale face au chômage c'est la réduction massive du temps de travail.**

- Les 40 heures sont votées depuis 40 ans
- Il y a 3 fois plus de chômeurs qu'en 68
- Les 35 H par semaine, c'est possible !

SLIC (Boulogne Billancourt) Pour la réintégration du délégué

L'usine SLIC emploie 140 salariés, en majorité des immigrés. Elle fabrique des joints pour Renault et la Saviem. Depuis le mois de mai, ils discutent de leurs revendications. En octobre, ils se constituent en section syndicale CFDT. Le délégué désigné est aussitôt viré par le patron. Décision entérinée par l'inspection du travail.

Depuis le 12 novembre, les travailleurs occupent les locaux. Pour exiger satisfaction de leurs revendications et la réintégration du délégué. Le patron commence

par céder sur les revendications, mais refuse la réintégration. Depuis, il a disparu. Les travailleurs de la SLIC étudient l'extension du conflit dans les autres boîtes appartenant au même directeur. En particulier à l'usine SOCAMO d'Issy-les-Moulineaux. Après quinze jours de conflit, la nécessité du soutien se fait sentir. L'unité totale des travailleurs est un point important dans cette lutte. Exigeons la réintégration immédiate du délégué CFDT.

Correspondant

NANCY: Flics contre éboueurs



« Tu cherches du travail ?

- Ca fait six mois que je viens pointer ici ». Six mois pendant lesquels, à l'ANPE, un chômeur parmi d'autres cherche en vain un emploi. Six mois dans un département où 70 % des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans. C'est dur, quand on a jamais travaillé, malgré sa qualification.

« Viens, j'ai un boulot bien payé à te proposer ». Ce matin-là ils sont quelques uns à accepter cette proposition alléchante. Ils sont pourtant habitués à toutes sortes d'annonces « extraordinaires ». « Tu te présentes demain matin, à 4 heures, devant la Mairie ». Si c'est la mairie...

Et le lendemain, ils se retrouvent tous, à ramasser dans la brume de l'automne, quelques unes des milliers de tonnes d'ordures qui s'amoncellent depuis douze jours dans les rues de Nancy. Une voiture de flics, muette, les escorte. Chômeurs malgré eux ils se retrouvent briseurs de grève.

grève illimitée. Les flics tentent de disperser le piquet.

La majorité des gars est syndiquée à la CGT. Tout a commencé par un déluge d'avertissements du colonel PDG qui se croyait encore dans une caserne. Les travailleurs se sont réunis, ont élaboré leurs revendications. D'abord : le respect des travailleurs, et la cessation des brimades. Ensuite, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. La grève illimitée est votée. « On part tous ensemble, on ne rentrera qu'unis et satisfaits ». Il ne céderont pas devant le chantage du Colonel, de Rocher et de la presse locale qui commence à publier des reportages « anodins » sur la pollution des rues de Nancy.

Une première manifestation de solidarité a été organisée le lendemain de l'intervention des flics, par l'UD-CGT. Mais aucun contact unitaire n'avait été pris pas même avec la CFDT. L'UD qui appelait les travailleurs à débrayer sans consulter les sections qui furent averties quelques heures avant le rassemblement. Aucune popularisation n'est prise en charge. Rien d'étonnant, dans ces conditions que seulement 200 personnes se soient mobilisées. Le PCF en profite pour déployer la plus grande banderole, et faire un discours. L'UD noie le poisson dans un discours général sur l'emploi. Aucune perspective concrète n'est avancée.

Et pourtant, lorsque les « jaunes » viennent déblayer les ordures entassées dans la cour de certaines entreprises, ce n'est pas l'envie qui manque aux travailleurs de la boîte de débrayer en solidarité avec ceux de la RIMMA. Et puis, les problèmes financiers vont commencer à se poser.

C'est cette solidarité qu'il faut maintenant organiser. A moins bien sûr, de laisser Rocher affirmer, sans rire, à propos de l'intervention des flics qu'il « s'agit ni d'une pression ni de briser la grève ».

250 tonnes par jour

Voilà douze jours que les 90 collecteurs d'ordures de la RIMMA, entreprise privée qui couvre tout le district de Nancy, sont en grève. La première fois depuis longtemps. Il y a deux ans, il avait suffi de 4 jours à l'armée pour les décourager. « Cette fois-ci, on tiendra ! » Le préfet Rocher — célèbre pour ses activités passées à la DST et diverses diffamations contre L. Trepper — innove également et embauche des chômeurs. Il faut dire que depuis deux ans, la lutte des appelés et la solidarité qu'ils ont déjà manifesté dans la région avec les postiers, font réfléchir notre préfet.

Mais l'emploi de « jaunes » ne suffit pas. 250 tonnes s'accumulent chaque jour sur les trottoirs de feu-la capitale de la Lorraine. Les « jaunes » ne ramassent que 50 tonnes. Les volontaires manquent. Les chômeurs se méfient. Rocher y ajoute donc la manière forte : jeudi 13 novembre, peu après 3 H du matin, la police urbaine et les CRS délogent les grévistes qui occupaient les locaux. La demande d'intervention a été signée, pour la forme par le PDG (colonel en retraite) et le responsable de FO, secrétaire du CE.

Solidarité

Un piquet de grève s'est maintenu. Tous les grévistes se retrouvent chaque jour en face de la porte de l'usine. Lundi, ils reconduisent leur

Le 17 Novembre 75
Correspondant Nancy

PARIS-RHONE OCCUPEE

« Si c'est la grève, crève ! »
hurlent les patrons aux 4000 ouvriers en grève !

■ Depuis la rentrée, les carnets de commande se gonflent et la nouvelle direction Cibié entend accélérer les rythmes de production. C'est ainsi qu'elle veut faire récupérer, début septembre, deux journées de lock-out de novembre 74, à raison d'une demi-heure supplémentaire par jour pendant plus d'un mois. Mais le 2 septembre, un boycott de la demi-heure imposée est total et massif. La direction est obligée de reculer. C'est un premier pas dans la mobilisation. Puis c'est l'accélération des cadences et des mutations (55 EDTA avaient été menacés au printemps). Les outilleurs (50) partent en grève le 4 novembre, sur 250 F pour tous et sur la révision de la grille anarchique de classement. La grève se poursuit lors de la journée d'action CGT-CFDT du 5 novembre, puis lors de la grève EDF le 6. Ce jour-là, la direction, prétextant des coupures de courant, décide de lock-outer les travailleurs, 400 travailleurs des ateliers, envahissent les grands bureaux pour exiger le paiement total des heures chômées. Pour toute réponse, ils voient se former devant eux une chaîne de cadres et d'agents de maîtrise musclés qui reçoivent du directeur général Charrière l'ordre de charger : 40 contre 400, c'est trop pour les patrons.

Lundi 10 novembre, à l'appel de la CGT et de la CFDT, un débrayage massif riposte aux provocations patronales. Mercredi 12, une AG après consultation des 1200 ouvriers présents décide la grève illimitée par 880 voix. Le jeudi matin, l'occupation est adoptée ainsi que l'élection d'un comité de grève regroupant la CGT, la CFDT et des non-syndiqués.

un comité central de grève pour diriger la lutte

Le comité de grève n'est pas encore une émanation de chaque atelier. Mais c'est ce vers quoi il tend, en regroupant les éléments les plus combattifs, qu'ils soient à la CGT, à la CFDT ou non-syndiqués. Les travailleurs de Villeurbanne en grève depuis le vendredi 15 novembre sur les mêmes revendications, occupent l'usine depuis le lundi 17 et montrent la voie à suivre. Ils ont élu leur comité de grève en assemblée générale sur la base de propositions nominales de travailleurs combattifs, syndiqués ou non, qui se sont portés volontaires. Les comités de grève de Villeurbanne et de Mermoz se sont coordonnés en comité central de grève pour assurer la direction de la lutte entre les assemblées générales journalières des grévistes des deux boîtes. A Mermoz, pour déjouer les manœuvres de division de la direction, entre les Français et les immigrés, un représentant des travailleurs yougoslaves et des Turcs est représenté au comité de grève.

Paris-Rhône, c'est 4000 travailleurs ; cinquante pour cent de femmes, un tiers d'immigrés de quarante nationalités ; trois usines dans la région lyonnaise, une unité de 3600 travailleurs, avenue Mermoz (construction automobile), une unité de 500 travailleurs à Villeurbanne (électro-ménager) et une autre de 200 à Bourgoin.

Mais c'est aussi :

- Des salaires de misère : 1400 F par mois sur la base de 40 h par semaine, primes comprises, pour une OSI sur une chaîne de montage.
- Le salaire et la qualification à la tête du client : six catégories du manœuvre au P 3.
- Des cadences infernales, un des plus forts taux d'accidents du travail et des conditions de travail intolérables.
- La menace permanente du chômage : 1000 travailleurs ont quitté la boîte en un an.
- Une direction de choc, aux avant-postes de la répression antisyndicale depuis 68 (démantèlement de la section CFDT lors de sa première tentative pour se faire reconnaître ; chasse aux militants avec licenciements « politiques » déguisés).

les patrons hurlent leur haine de classe

Retranchée (c'est le mot !) dans un des bâtiments, face aux bâtiments occupés par les grévistes, la direction ne reste pas inactive. Entourée d'une poignée de cadres et d'agents de maîtrise, elle envoie ses hommes de main agresser les piquets de grève : un cadre a foncé en voiture dans un piquet, une gréviste enceinte a été malmenée à Villeurbanne, et un gréviste de Mermoz roué de coups.

Mieux. Les patrons ont essayé en vain de soudoyer les travailleurs immigrés en allant les voir dans leurs foyers pour essayer de leur faire jouer les jaunes. La solidarité de classe des camarades tures a été la plus forte et les patrons on ont été pour leurs frais.

Les patrons sont allés jusqu'à installer une sono puissante et abreuvent les ouvriers de slogans ou transparaît une véritable haine de classe. Témoin ce slogan « maison » hurlé par le directeur soi-même et qui se passe de commentaire : « si c'est la grève, crève ! » Voilà pour le côté charmeur. Côté cour, on fait appel à la « justice » : cinq délégués CGT et CFDT (quatre de Mermoz et un de Villeurbanne) sont envoyés devant le Tribunal mardi 18 novembre pour « atteinte à la liberté du travail » et à la sacro-sainte « propriété privée ».

la solidarité s'organise

S'il est vrai que l'arrêté d'expulsion et les casqués de CRS sont dans l'air, la solidarité s'organise pour y faire face : Lundi, en AG, une large majorité d'EDTA s'est prononcée pour les revendications des grévistes et 120 ont décidé de se joindre au mouvement. Une conférence de presse a été organisée lundi 17 dans l'usine ; y participaient l'Humanité, le Progrès, Dernière heure, Rouge, Lutte ouvrière, le Quotidien du peuple, l'Humanité rouge.

Plusieurs centaines de grévistes et des délégations syndicales de la région se rendront avec les cinq camarades au Tribunal pour cette parodie de justice. Un meeting de soutien aux grévistes de Paris-Rhône organisé par les unions locales CGT et CFDT se tient mercredi 19.

Les premières initiatives de popularisation de leur lutte par les grévistes eux-mêmes sur les marchés et à la porte des entreprises prouve l'énorme potentiel de solidarité, non seulement parmi les travailleurs des autres boîtes de la métallurgie lyonnaise mais dans toute la population salariée. C'est que Paris-Rhône, sa direction et ses méthodes sont un symbole pour la classe ouvrière lyonnaise. Cette grève avec occupation peut le devenir aussi !

Correspondant
le 18 novembre

DERNIERE MINUTE

Le mardi 18 novembre, a eu lieu un rassemblement massif des travailleurs de Paris-Rhône devant le tribunal. Les travailleurs sont entrés massivement dans la salle d'audience avec les délégués CGT et CFDT. L'avocat de la direction a essayé piteusement de défendre sa mauvaise cause. Il s'est payé un couplet sur l'importance des augmentations salariales de la « maison... » qui aboutissent à un salaire moyen de 1400 F ! Les ouvriers et les militants syndicaux cités par la défense ont réaffirmé la légitimité des revendications et de la lutte.

Plus déterminés que jamais après cette parodie de justice, plusieurs centaines de grévistes ont manifesté (sous la pluie !) près d'une heure en ville : « 250 F, c'est possible, c'est le moment ! » Le mercredi 19, le Tribunal a ordonné l'évacuation. La riposte doit s'engager au niveau de toute la ville.

Le 19 novembre



CLERMONT Bergeron gardien de la démocratie syndicale ?

« En me retirant, je salue mes camarades de la CGT qui ont toujours été corrects avec moi, mais je préfère rejoindre une organisation qui sait ce qu'est le respect de la démocratie syndicale, aussi bien de la part de ses militants que de ses dirigeants (sic), la CGT-Force Ouvrière ».

Cette déclaration publique vient d'être distribuée dans une entreprise de Clermont-Ferrand par un militant connu de l'O.C.I., adhérent de la CGT depuis 1963.

Qu'il soit souvent difficile de défendre ses idées à la CGT, c'est là un fait d'expérience pour beaucoup de militants qui ne se reconnaissent pas dans le Programme Commun. La conclusion logique c'est qu'il faut mener bataille pour imposer la démocratie ouvrière contre la stérilisation bureaucratique du syndicat.

Mais quelle leçon donne-t-on aux travailleurs, en quittant la CGT sans en être exclu, tout en tressant publiquement des couronnes au fonctionnement démocratique de F.O. et à sa direction ?

Il ne s'agit pas là d'une défaillance personnelle, mais d'un problème politique : c'est la deuxième fois en un an à Clermont qu'un militant ouvrier de l'OCI quitte la CGT pour F.O., en motivant son geste par une lettre ouverte.

De telles pratiques sèment la confusion chez les travailleurs. Elles ne peuvent que réjouir Bergeron. D'autant qu'il a bien besoin d'une « couverture gauche » en ce moment.

POINTS
CHAUDSASSURANCES
GENERALES
DE PARIS
Tous
ensemble !

Depuis plus de 5 semaines, 200 travailleurs des Assurances du groupe de Paris (2000 employés) sont en lutte. Le conflit a démarré au service dactylos avec le soutien des sections CGT et CFDT. Dans une lettre ouverte au directeur des « relations sociales » elles remettaient en cause des conditions de travail féodales : interdiction de parler, de fumer, minutage pour aller aux toilettes, port obligatoire de la blouse, certificat du médecin pour 24h d'absence. Pour une faute d'orthographe, ils leur ont demandé de réciter les règles de grammaire ! Alors que la loi interdit le travail en audio 8 heures par jour, certaines le font presque toute la journée, ce qui provoque des crises de nerfs, des dépressions nerveuses, des otites, de la fatigue visuelle. Enfin elles s'insurgent contre le rendement démentiel qui leur est demandé et demandent sa suppression.

Peu de temps après elles sont rejointes dans la lutte par d'autres services pour les revendications suivantes : augmentation du salaire de 150F pour tous, salaire à 1800F niveau A, prime de vacances, suppression du rendement, vestiaires à l'étage, classification, 5^e semaine de congés payés, journées de grève payées intégralement. Différentes commissions sont mises en place, commission femme, action, information, finance. Afin de populariser la grève, les grévistes rédigent tous les jours un bulletin « en lutte » qui est diffusé aux AGP et dans les autres compagnies.

Mais le mercredi 12, alors que les grévistes étaient en AG dans le hall, les flics intervenaient et les expulsaient. Le lendemain alors qu'ils étaient dans le bureau de la direction avec les délégués pour les négociations, des

SAINT AVOLD
Les flics dans
le bassin
houiller.

• A l'appel des grévistes de chez BUI et du Comité de soutien (CGT, CFDT, SGEN, JOC, JOCF, PCF, PSU, LCR) 150 manifestants se sont retrouvés devant le laboratoire samedi 15 novembre à 16 h pour manifester contre les libertés syndicales qui sont très compromises dans la pseudo « démocratie libérale » de Giscard.

• Les forces de l'ordre étaient présentes, casquées et armées de fusil lance-granades.

• Après avoir ordonné la dispersion, la police et les gardes mobiles sont intervenus violemment, en frappant à coups de crosse et

de matraques manifestants et badauds sans distinction.

Comme d'habitude les policiers avaient été préparés à l'aide de fortes doses d'alcool et d'excitations contre les grévistes de la part de leurs chefs.

• C'est aux cris de :
— Flics au service du fric
— Il est pourri le régime à Giscard il nous envoie ses flics et ses klébars
— Halte à la repression
— Non au régime UDR, le pouvoir aux travailleurs
— CRS - SS
et en chantant l'Internationale que les manifestants ont répondu aux violences policières.

• Il y a eu une dizaine d'arrestations et 5 blessés dont deux gravement (crâne ouvert, fracture du crâne, doigts fracturés...)

• Jamais depuis 1939 (à part à Faulquemont en 1974) la police n'était intervenue contre des manifestants dans

le bassin houiller lorrain.

• C'est toutes les libertés qui sont remises en cause dans tous les conflits qui éclatent dans la région. Après l'interdiction de faire grève, il devient interdit de manifester ; le patronat local qui est un patronat de choc réprimant, systématiquement militants et sections CGT et CFDT des entreprises de moins de 1.000 employés et leur oppose des sections CFTC. bidons qui ici jouent ouvertement le même rôle que la CFT dans d'autres entreprises (Citröen).

Face à cette repression les manifestants et le Comité de soutien ont décidé d'appeler sur le bassin houiller à une riposte massive et rapide contre la repression policière organisée par le préfet et la patronat local.

Le 16.11.75
Correspondante

cadres jaunes de la CGSI et de la CGC les expulsaient. Enfin vendredi de nouveau les flics intervenaient et le patron des AGP décidait de lock-out. En riposte, tous les employés des AGP et ceux d'autres compagnies partaient en manifestation. Pour protester contre l'intervention des flics, les syndicats CGT et CFDT des assurances appelaient lundi 17 à un débrayage à 11h30 dans toutes les compagnies et à une manifestation dans le 9^e. Environ 5000 personnes y participèrent. Malgré l'opposition des bureaucrates de la CGT, en tête de la manifestation venait le comité de lutte des AGP, créé depuis une semaine (dont fait mention l'Humanité du 18 novembre).

Depuis les premiers jours du conflit, la direction refuse de négocier. De nombreuses luttes sectorielles ont déjà eu lieu dans les assurances et n'ont pas abouti. Seule une lutte générale dans les assurances peut faire céder le patronat. Aux AGP c'est tous unis qu'il faut lutter !

Le 19 Correspondant

SOVIREL

l'usine « D »
occupée !

SOVIREL licencie, met au chômage mais augmente les cadences !

Suite à une augmentation de cadence (3.30 à 3.40/47), les démouleurs ne pouvant tenir le rythme se mettent en grève.

L'entrevue avec la Direction T.V. se solde par un échec, la Direction maintient l'objectif d'une cadence de 3.60 à terme.

La grève se durcit : 8 heures de grève.

La Direction pour briser le mouvement fait appel à des ouvriers non qualifiés pour remplacer les, démouleurs. Ceux-ci refusent et se déclarent inaptes à prendre le poste. La Direction les déclare arbitrairement grévistes.

Suite à ces faits, les ouvriers occupent leur usine depuis dimanche. Solidarité !

le 20 novembre 1975
Correspondant Sovirel

PARIS
9ème mois
de grève des
loyers.

Depuis février 1975 LES LOCCATAIRES DES FOYERS DU Bureau d'Aide Sociale (BAS) de la ville de Paris (Porte Pouchet et Porte des Lilas) sont en grève. Ils exigent l'amélioration de leurs conditions de séjour, chaque jour plus insalubres à cause de la détérioration des installations (toitures, canalisations, etc...)

La Préfecture de Paris et le BAS exigent l'arrêt de la grève et le paiement des arriérés. Les locataires acceptent de payer le loyer quand les travaux seront terminés et sous réserve d'une expertise financière qui déterminera le loyer réel qu'ils devront payer.

Ils continuent à exiger le relogement collectif dans un foyer « en dur » comme promis par le BAS en janvier 1973.

Les locataires du foyer
Le Comité de soutien



LES 10 JOURS QUI SECOUERENT LE SAPIN



Pinheiro : sapin, en portugais...

Manifestation du bâtiment. Lisbonne (12/11/75)

6 novembre :

Les travailleurs du Ministère de la communication sociale (Information) occupent le ministère. Ils exigent la démission du secrétaire d'Etat : Ferreira de Cunha, dont des documents récemment découverts révèlent la complicité avec la « super-PIDE » : le CDI (Centre de documentation international).

A 6 heures du matin, la PSP et la GNR chargent brutalement le piquet et tirent. Le 6 et le 7, des milliers de manifestants obligent la PSP et la GNR à se retrancher dans le ministère avec le secrétaire d'Etat, pendant que les travailleurs occupent une autre aile de l'édifice. Au matin, la PSP et la GNR dont les éléments refusent de rester, sont évacués sous la protection du RALIS, avec l'accord des travailleurs. Depuis, Ferreira de Cunha est en tournée aux Açores et à Madère, loin de Lisbonne.

7 novembre :

L'émetteur de Buraca, qui transmet les émissions de « Radio-Renaissance, occupée par les travailleurs, au service des ouvriers, paysan, soldats, et du peuple travailleur », saute sur 6 kilos de plastic déposés par un spécialiste de la PSP.

La compagnie de parachutistes, amenée à Buraca sans que les soldats soient informés de leur destination ni de leur mission, se réunit dans l'après-midi pour condamner l'opération, dénoncer ses officiers, refuser son appartenance à l'AMI, et se solidariser avec les travailleurs de Radio-Renaissance.

10 novembre :

Les soldats et sergents réitèrent leurs positions, réunis en Assemblée plénière à Tancos. 123 officiers paras quittent la base pour ne pas s'associer à la « dégradation complète des institutions militaires ».

Les travailleurs de Radio-Renaissance, forts de la solidarité ouvrière et populaire, annoncent leur volonté de bientôt remettre la station en marche « dans un lieu placé sous la protection des travailleurs ».

12 novembre :

Plus de 50.000 ouvriers du bâtiment manifestent dans les rues de Lisbonne pour l'application immédiate du contrat collectif de travail (CCT). Le ministère du Travail est fermé pour « éviter que se renouvellent les incidents consécutifs à la manifestation des métallurgistes », c'est-à-dire l'encercllement du bâtiment par les métallos et la reddition du ministre au balcon. Le même jour, à Porto, les patrons de la construction civile (bâtiment) se réunissent sous une énorme protection policière pour décréter qu'ils ne lâcheront rien. Dans la capitale, l'immense cortège parvient à Saõ Bento, siège de l'Assemblée constituante et résidence officielle du Premier ministre. Pinheiro de Azevedo et les députés sont bloqués toute la nuit dans le palais. Pinheiro vient au balcon pour prêcher la compréhension, l'ordre et les sacrifices. Les ouvriers lui répondent aux cris de « fasciste ! fasciste ! ». « Allez chier ! » (« Vao a bardamerda ! ») s'écrie, pas assez loin du micro, l'amiral. « Nous n'avons pas peur de cette merde de Pinheiro » rétorquent les manifestants en érigeant trois cercles de barricades autour de Saõ Bento.

13 novembre :

Vers dix heures du matin, messieurs les députés sortent sous les rires de la foule qui ne les plaint guère d'avoir passé la nuit sur les canapés verts de l'Assemblée. « De toute façon, ils passent leur temps à dormir dessus » disent des ouvriers. Pinheiro, lui,

doit rester. Le général Galvão de Melo (député du CDS) préfère, avec quelques uns de ses collègues ne pas sortir.

Dans l'après-midi, un hélicoptère se pose dans le parc de Saõ Bento et apporte de la nourriture pour les dignitaires du gouvernement. La nourriture ira aux manifestants et le Président de l'Assemblée constituante ratera l'hélicoptère qu'il voulait prendre pour quitter les lieux.

« Le gouvernement ne négocie pas sous la pression » dit Costa Gomes dans un discours télévisé à 20 heures. Le Conseil de la Révolution non plus, qui demande la présence de Pinheiro de Azevedo à sa réunion de Belem. Les dirigeants syndicaux, prêts à s'aplatir devant l'exigence des conseillers, se font vertement tancer par les milliers d'ouvriers qui sont toujours là à deux heures du matin : « Ils n'ont qu'à venir ici. On ne bouge pas ! » Quelques-uns viendront.

14 novembre :

A cinq heures du matin, l'amiral revient au balcon de Saõ Bento, beaucoup moins arrogant que la première fois. Il cède : application du CCT, acceptation des revendications salariales des travailleurs, constitution d'une commission mixte pour étudier la nationalisation des sols et d'une commission d'enquête « formée par des éléments jouissant de la confiance des travailleurs » pour examiner l'attitude du ministre du Travail, le commandant Tomas Rosa et du secrétaire d'Etat (membre de la direction du PS) Marcelo Curto.

échec à Ponia

Les SUV ont fait perdre son sang-froid au Ministre de l'Intérieur et au gouvernement. Le « libéralisme » giscardien a encore fait ses preuves : alors que Spinola est reçu en grandes pompes à Paris, la police est mobilisée contre les camarades portugais qui viennent en France informer les travailleurs de la lutte des soldats portugais.

C'est ainsi qu'après avoir tenu une réunion avec 400 personnes à Lyon, le camarade Fernandes, membre de la Commission de Lutte du RASP, a été arrêté à Clermont-Ferrand après un meeting organisé par la CFDT, le PSU et la LCR auquel 300 personnes avaient participé et pendant lequel un délégué du Comité de Soldats du 92^e RI avait pris la parole. Un arrêté d'expulsion était parvenu à l'encontre du camarade portugais et une véritable opération coup de poing était montée autour de la salle de réunion, mobilisant le ban et l'arrière ban de tout ce qui porte un uniforme dans la région.

Le camarade portugais fut donc arrêté en compagnie de 3 camarades clermontois qui l'accompagnaient, dont 2 militants de la CFDT, et immédiatement mis dans une voiture à destination de l'aéroport de Roissy. Sur son passeport son autorisation de séjour était annulée...

Mais à Clermont la riposte s'organisait. Le maire socialiste, Quillot, faisait poser une

question écrite par l'intermédiaire du groupe socialiste. Le Comité de Défense des Libertés (avec le PC et la CGT) tenait une conférence de presse pour dénoncer l'arrestation. Les organisateurs du meeting (CFDT, PSU et LCR), auxquels s'étaient joints d'autres organisations entamaient une campagne de masse d'explication.

Au Portugal les SUV, le PCP, le FUR et l'Intersyndicale publient un communiqué commun qui était repris toutes les heures à la radio et lu à la télévision : « La CGT, la CFDT, le PCF, le PS, le PSU, la LCR, Révolution !, les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier français ont déjà pris position pour se solidariser avec l'aspirant Fernandes et exiger sa libération. Nous exigeons que le ministère des affaires étrangères prenne une position immédiate et ferme pour que le gouvernement français libère tout de suite Fernandes et abroge son arrêté d'expulsion ».

Sous cette pression conjuguée du mouvement ouvrier français et portugais Ponia a dû reculer, non sans amertume sans doute : le camarade Fernandes a pu regagner Paris en toute tranquillité... Pendant ce temps 2 nouveaux meetings se tenaient avec des camarades portugais, un à Besançon (200 personnes), un autre à Rouen (300 personnes).

LE 6ème GOUVERNEMENT

Dans la foule immense massée sur la place du bord du Tage, sur lequel mugissaient les sirènes des bateaux solidaires, un travailleur portait une pancarte qu'il avait visiblement lui-même confectionnée : « Le gouvernement accompagne Franco dans le voyage qu'il va faire ». On ne saurait mieux dire. Tous deux ont en effet un pied dans la tombe. Le sixième gouvernement provisoire de l'amiral Pinheiro de Azevedo qui ne respirait déjà pas la santé, est au plus mal et ce sont les travailleurs qui l'ont mis dans cet état-là.



Plus de 100.000 manifestants sur la Place du Commerce à Lisbonne, le dimanche 16 novembre. Les travailleurs y ont montré

■ La protestation contre l'explosion de Radio-Renaissance avait été massive. La solidarité avec la lutte des occupants du ministère de la communication sociale avait rencontré un large écho. Mais dans les deux cas, aucune mobilisation importante n'avait suivi l'offensive gouvernementale. Pour des raisons politiques — l'armée à Radio-Renaissance, le pedigree du secrétaire d'Etat au ministère de l'information — le gouvernement avait reculé ; mais, dans la rue, rien ne l'y avait réellement contraint. Pour cette raison, le Premier ministre, après quelques flottements dans ses discours de Porto et Saro, avait cru pouvoir changer de ton en s'adressant, le 9 novembre, au rassemblement convoqué à Lisbonne par le PS et le PPD (et aussi le CDS, le PPM et le PCP-m) et proclamer la stabilité de son gouvernement « soutenu par le peuple ».

Dans l'Assemblée constituante, littéralement assiégée par des dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment, ce fut une tout autre affaire.

Ce peuple qu'il envoyait « chier » lui fit rapidement comprendre qu'il fallait savoir faire la différence entre des individus rassemblés par leur volonté d'ordre, de tranquillité, leur peur de la révolution, dispersés à la première provocation, et les manifestants ouvriers de São Bento, déterminés à tenir jusqu'au bout, parce que c'était la seule façon pour eux d'obtenir satisfaction. Ces travailleurs-là, usés par leur travail de bête, élopés par les accidents de chantier, révoltés par la facilité avec laquelle on leur demandait de « faire des sacrifices », eux qui, souvent, ne connaissaient que cela de toute leur vie, n'avaient pas l'intention de céder. La PSP et la GNR, qui se recusèrent à toute intervention, le comprirent vite. On ne plaisante pas avec des milliers de barres à mine et de casques de chantier.

Avec la manifestation du 12 novembre, ce « peuple » informe dont tendent à se réclamer l'amiral et ses fidèles, prend corps. La classe ouvrière, jusqu'alors dispersée dans des mobilisations locales ou même régionales, se met en mouvement sur la scène nationale.

Les ouvriers des chantiers navals (Lisnave, Setnave) avaient annoncé qu'ils partiraient en grève totale le vendredi 14 pour venir appuyer leurs camarades de la construction. La grève a été annulée en raison de la victoire arrachée vendredi matin.

Mais la leçon a été entendue, au-delà de la gigantesque manifestation du 16 novembre. Les travailleuses de l'habillement, et derrière elles ceux du textile sont sur le pied de guerre. Les ouvriers boulangers, en lutte pour un nouvel horaire qui supprime le travail de nuit, ont déjà annoncé qu'ils manifesteront le jeudi 20 et qu'ils se rendront au ministère (ou ailleurs s'il est une nouvelle fois fermé) et qu'ils y resteront jusqu'à obtention complète de leurs revendications, mettant, comme ils l'ont dit, le gouvernement dans le pétrin.

Pinheiro de Azevedo espérait, avec l'aide de la direction du PS et du PPD, se construire progressivement

une base en s'appuyant sur ce qu'il croyait interpréter comme une lassitude de la population, y compris travailleuse, face à l'absence d'« autorité ». La bourgeoisie, aveuglée par ses propres espoirs, a voulu interpréter les signes annonciateurs (et donc parcellaires) des mobilisations actuelles comme la queue de comète d'une année d'agitation sociale et politique. En quelque sorte, avec un peu de patience et de savoir-faire, le problème de l'armée et de la presse pouvait être, à la longue, circonscrit et maîtrisé.

Mais la situation est aujourd'hui renversée. Sans armée encadrée et disciplinée pour réprimer — l'AMI n'arrive pas à naître —, sans moyen d'information pour diffuser la bonne parole — la dernière tentative pour remettre de l'ordre dans l'agence de presse ANOP vient d'échouer devant le refus des travailleurs — l'action gouvernementale est paralysée par l'ampleur même de la mobilisation ouvrière.

La propagande officielle sur les « minorités » dont Mario Soares est le chef d'orchestre, sombre dans le ridicule de l'impuissance. « laissez passer les minorités » criaient, presque d'une seule voix, le cortège qui descendait sur l'avenue de la Liberté, dimanche 16, de la place Marques de Pombal à la place du Commerce, soit près de deux kilomètres.

DANS LES EMBOUTEILLAGES

H-n'y a pas que « l'amiral sans peur » à être déconcentré par la situation actuelle. La direction du PS, qui avait redoublé d'hystérie contre-révolutionnaire ces derniers jours, a dû mettre de l'eau dans son vin.

Après avoir dénoncé avec véhémence la lutte des travailleurs de la construction civile, le secrétariat national du PS s'illustrait par un communiqué, publié le 15 novembre, à la veille de la manifestation des commissions de travailleurs de la ceinture industrielle, sous le titre de « mobilisation générale » : « Il est évident qu'une telle mobilisation vise à préparer un blocage de la circulation en ville et à servir de couverture à l'assaut livré contre les positions stratégiques de l'appareil d'Etat. » L'insurrection par les embouteillages ! On voit que Mario Soares ne connaît de la prise du pouvoir que les fauteuils qu'on lui a mis sous les fesses après le 25 avril !

La commission nationale ouvrière du PS distribuait le même jour un tract, tout en appelant « les travailleurs

et les soldats » à ne pas se rendre à la manifestation « ou peuvent se dérouler des provocations armées réactionnaires à l'origine d'un massacre », déclare : « les travailleurs qui vont à Lisbonne le font sûrement avec l'intention d'essayer de trouver une solution pour résoudre leurs problèmes ». « Nous, socialistes, comme toi nous luttons pour le socialisme. La victoire du socialisme ne peut résulter que de l'unité des travailleurs », affirme la déclaration de la CNO du PS, sans en tirer la conclusion logique : participer à la manifestation avec ses propres motivations.

Les indices de vacillations sont d'ailleurs pleinement confirmés par le refus du PS d'appeler au rassemblement de soutien au VI^e Gouvernement convoqué à Viseu, dimanche 16 après-midi. Sa Carneiro, le secrétaire général du PPD, avait en effet exprimé son désir d'y faire un discours pour remplacer Pinheiro de Azevedo qui s'était fait « excuser » au dernier moment, « en raison d'une grande fatigue » très opportune. Après l'allocation du ministre du travail, les deux partis allèrent donc tenir des meetings séparés devant leurs locaux respectifs. Résultats concluants : 2000 personnes pour le PS et 15000 pour le PPD.

Bon gré mal gré, la direction du PS doit se résoudre à reconnaître l'évidence : le VI^e Gouvernement n'est pas très populaire parmi les travailleurs et même les

travailleurs socialistes ne se mobilisent pas pour le défendre.

A continuer à faire cavalier seul, avec le PPD, elle risque de se retrouver complètement isolée dans la classe ouvrière et de transformer le malaise naissant dans le PS en une désaffection qui, demain, pourrait même se révéler lors d'éventuelles élections. Les récents revers syndicaux subis par le PS (allié au MRPP dans le syndicat des employés, par exemple) sont un avertissement.

Lundi 24 novembre
18 h 30 - Amphi 34 Jussieu

Forum du Journal Rouge
sur la situation au Portugal

avec Charles Michaloux
de retour du Portugal

A LA DERIVE



ur force Sipa-press

TRANSFORMER LE POUVOIR

A première vue, le PCP sort grand vainqueur des derniers événements. N'a-t-il pas fait la démonstration « qu'on ne gouverne pas sans lui, et encore moins contre lui » ? N'a-t-il pas réussi à montrer sa force de mobilisation et l'efficacité de son implantation ?

La direction du PCP a certes accompli une partie de ses projets en mettant sérieusement en défaut la crédibilité du sixième gouvernement provisoire. Mais l'arme qu'elle utilise est à double tranchant.

Lors de la grève de la construction, la direction (PCP) du syndicat s'est trouvée par moment sérieusement malmenée par la combativité intraitable des travailleurs, qui n'allait pas toujours de pair avec les objectifs de pression, fermes mais limités, des dirigeants syndicaux. Témoin cette déclaration de la commission politique du PCP (13 novembre 75), qui dit notamment : « Tout en appuyant la manifestation et le rassemblement de Sao Bento, le PCP exprime cependant son désaccord avec la séquestration des députés de l'Assemblée Constituante et du premier ministre ». Responsabilité oblige !

La manifestation du 16 novembre, impulsée par le secrétariat provisoire des commissions de travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne, dominé par le PCP, met en relief la même contradiction. Les mots d'ordre spontanément surgis de la foule entassée sur la place du commerce ont relayé au second plan le mot d'ordre politique central de la manifestation : « Contre les alliances de droite » (passablement ambigu : pour les alliances de gauche ? avec qui ?). Les travailleurs, rassemblés ce dimanche, exprimaient au contraire une volonté d'en découdre avec ce gouvernement, et non de le relayer avec un traitement « qui passe par le renforcement des positions de gauche dans les structures du pouvoir politique et militaire, par l'unité de toutes les forces révolutionnaires, par une recombinaison du MFA, comme force révolutionnaire fondée sur l'entente entre ces courants » (déclaration de la commission politique du PCP du 12 novembre 75).

Les illusions et les confusions faisaient encore applaudir les noms de Vasco (Gonçalves), d'Otelo (de Carvalho), de Rosa Cutinho, de Corvacho, et de Costa Martins. Mais le sentiment d'être une force immense faisait aussi spontanément crier : « Avançons, avançons, pouvoir populaire ! » et scander : « SUV, SUV », et non le déjà oublié : « *Peuple / MFA* ».

Une dernière solution reste à la bourgeoisie : mettre le PS, le PC et les débris correspondants du MFA dans la même galère et les envoyer voguer sur la haute mer, en espérant qu'ils se sortiront de la tempête.

Les motions lues au micro se contentaient de réclamer la démission des ministres du Travail et de l'information quand les manifestants clamaient : « *Pinheiro, nous n'avons pas peur* », « *Pinheiro, à la porte !* ».

Les organisateurs de la manifestation avaient des intentions toute différentes, quand ils affirmaient dans leur déclaration au nom du secrétariat provisoire : « Nous ne sommes pas ici pour prendre le pouvoir d'assaut. Mais nous voulons transformer le pouvoir. Nous exigeons une transformation du pouvoir, avec l'intégration au gouvernement et au Conseil de la Révolution d'hommes et de forces politiques qui donnent les garanties, par leur passé et leur présent révolutionnaire, d'assurer la défense et le triomphe de notre révolution menant au socialisme ».

LE SAPIN, LE MOUTON, L'ETAT ET LA REACTION

La « transformation » est en cours. Ce 17 novembre, Soarès a rencontré Pinheiro de Azevedo. Cunhal ne va pas tarder à la suivre dans le bureau de l'Amiral dès qu'il sera rentré de Moscou, Prague, Budapest et Varsovie. Les conciliabules commencent pour fabriquer un sixième gouvernement bis ou un septième gouvernement,

suivant l'ampleur du marchandage. C'est la dernière solution qui reste à la bourgeoisie : mettre le PS, le PCP et les débris militaires correspondants du MFA dans la même galère, et les envoyer voguer sur la haute mer, en espérant qu'ils se sortiront de la tempête, dans laquelle sombre actuellement l'amiral.

Dans un premier temps, ils feront probablement illusion en donnant aux travailleurs l'impression d'une unité retrouvée qui les prémunit contre le retour du fascisme. Mais leur incapacité à s'attaquer de manière décidée au capitalisme et à la réaction, qui, ni l'un ni l'autre n'auront disparu, les placera bientôt dans la même position que leurs prédécesseurs. Profitant du répit momentané, les révolutionnaires peuvent constituer entre temps un pôle capable de gagner les travailleurs communistes et socialistes, de conquérir la majorité de la classe ouvrière à la perspective de construction de son propre pouvoir, contre l'Etat de la bourgeoisie géré par les directions du PS et du PCP.

La vieille machine d'exploitation qui tourne encore devra alors être détruite et non « transformée ». La réaction sera écrasée. « *Brûler le sapin et rôti le mouton* » seront choses faites.

Charles Michaloux

COMMUNIQUE

Le camarade Martinho de Almeida Cruz est militant de la LCI à Coimbra. Sa voiture a sauté sur une bombe à l'aube du 18 novembre. Le camarade avait déjà reçu plusieurs menaces : « Un jour ou l'autre, tu y passeras ». Dans le quartier Mira où il milite, les fascistes se sont déjà plusieurs fois illustrés par des distributions de tracts réclamant la mort pour les communistes. La dernière de ces distributions s'est accompagnée d'une rafale de mitraillette tirée en l'air.

Plus que jamais, la vigilance s'impose.

SIGLES POLITIQUES CITES

A.M.I. : Groupement militaire d'intervention
C.D.S. : Centre démocratique et social (extrême-droite)
G.N.R. : Garde nationale républicaine
M.F.A. : Mouvement des forces armées
M.R.P.P. : Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (maoïste)
P.C.P. : Parti communiste portugais
P.C.P.-m.l. : Parti communiste portugais-marxiste léniniste (maoïste)
P.M. : Police militaire
P.P.D. : Parti populaire démocratique (centre)
P.S. : Parti socialiste
P.S.P. : Police de sûreté politique
R.A.L.I.S. : Régiment d'artillerie légère de Lisbonne
S.U.V. : « Soldats unis vaincront ! »



Fotolib

MILITER AU CHILI

Il faut lire cet interview de notre camarade chilien de la Ligue Communiste. Elle fait le point sur la situation actuelle au Chili, la répression, mais aussi les premiers indices, modestes mais réels, d'un changement d'état d'esprit au sein de secteurs de la classe ouvrière. Les quelques exemples qu'il nous fournit sont révélateurs d'un début de réanimation, de recomposition du mouvement ouvrier.

Mais surtout il nous explique ce qu'est l'activité, ce que sont les tâches des militants révolutionnaires à l'intérieur. Rares sont les témoignages de ce type qui nous sont parvenus jusqu'alors du Chili.

Alors que, comme nous l'explique le camarade, un répression plus sélective qu'avant, frappe à coups redoublés ceux qui s'opposent à l'ordre de la Junte, des secteurs réduits, mais très importants qualitativement, du mouvement de masse jettent les bases d'un solide mouvement de résistance populaire.

Les responsabilités au niveau de la solidarité — de toutes les formes de solidarité — n'en sont que plus grandes...

Nous ne pouvons publier dans ce numéro de Rouge que des extraits très partiels de cet interview. Elle sera publiée intégralement dans un prochain numéro d'Inprecor.

Parallèlement nous publions le communiqué émis par la direction extérieure du MIR

Face à l'échec de sa politique économique, la répression policière est pour la Junte le seul moyen de conserver ses positions de force et son pouvoir. Dans ce sens, quelles sont les caractéristiques de la répression aujourd'hui au Chili ?

Il faut faire la différence entre deux formes de répression : l'une à caractère de masse, l'autre discriminatoire, et sélective. La répression massive n'est pas l'axe principal. Quiconque s'attend à voir au Chili les rues et les chemins infestés de militaires occupés à contrôler toutes les allées et venues des habitants commet une erreur, même si de telles méthodes n'ont pas totalement disparu. Pour la masse des gens, la présence de la dictature se manifeste par le couvre-feu de 1 h à 5 h et demi du matin, la censure et la perte globale de tout type de garantie bourgeoise démocratique, perte consacrée par le maintien de l'état de siège. Les perquisitions massives sont peu fréquentes et irrégulières : elles se font de préférence dans les quartiers populaires. Mais leur fréquence s'élève chaque fois que se produisent des événements qui provoquent une mobilisation générale des forces répressives, comme l'assassinat du camarade D. Perez, et la traque des camarades Pascal et Gutierrez. Mais en ce moment c'est plutôt à une répression sélective que nous avons affaire : elle s'est concentrée au niveau des appareils de sécurité et de renseignement. Ces appareils sont continuellement renforcés en moyens humains et matériels : ils sont dirigés principalement contre les organisations réformistes et les organisations de la gauche révolutionnaire.

Comment s'explique cette évolution des caractéristiques de la répression exercée par la dictature militaire au Chili ?

Fondamentalement par la capacité de contrôle de la situation à laquelle est parvenue la dictature, maintenant qu'elle a écrasé dans le sang la classe ouvrière et ses luttes. Cet écrasement, c'est l'objectif poursuivi avec une année et demi de répression massive. Mais actuellement il n'existe pas une effervescence sociale qui contraigne la dictature à recourir à des perquisitions généralisées ou à un contrôle policier massif dans les rues. Son objectif actuel est d'empêcher la réorganisation politique de la gauche et des révolutionnaires, dont l'activité — même si elle n'est liée encore qu'à des secteurs réduits du mouvement de masse — trace les bases d'un solide mouvement de résistance populaire. D'autre part le manque de prestige de la Junte, son isolement la poussent à une répression moins spectaculaire — une répression plus facile à camoufler, mais qui reste tout aussi sinistre et sanguinaire.

Tu as parlé tout à l'heure de l'isolement de la dictature.

Quelles sont les dimensions prises par la détérioration de sa base sociale ? Sur quel appui peut-elle vraiment compter ?

L'isolement de la Junte tant à l'intérieur du pays qu'à sur le plan international est l'un des éléments les plus visibles de la situation politique chilienne. Aucun gouvernement bourgeois dans le pays n'a eu à affronter un vide social aussi profond. La politique de la Junte, celle du grand Capital, la mettent inévitablement en contradiction avec les intérêts de la majorité de la population. Cela s'est reflété dans toutes les manifestations qu'a organisées la Junte pour commémorer le 2ème anniversaire du coup d'Etat. Pour obtenir un minimum d'assistance, elle du obligé sous la menace les professeurs et les lycéens à y participer. C'est ce qui s'est passé sur la place Bulnes et au Stade national. Le sentiment spontané face à la célébration de ce second anniversaire, c'était une indifférence absolue. On a même vu les gens qui devaient obligatoirement y assister se donner beaucoup de mal pour échapper à une tâche aussi pénible. La détérioration de la base sociale du régime est phénomène qui touche différents secteurs sociaux, dont les intérêts sont contraires à ceux de la dictature.

C'est un phénomène qui n'est pas passé inaperçu, y compris de Pinochet lui-même : il a soutenu dans une interview que les sondages qui avaient été faits prouvaient que 70 % de la population soutenait le gouvernement. Mais il a ensuite ajouté, dans le même interview que le retour au « libre jeu démocratique » au Chili (et notamment des élections) signifierait la main-mise des marxistes sur le pays. Ce qui contredit formellement sa première affirmation. L'appui sur lequel peut compter la dictature est actuellement totalement insignifiant. Elle s'appuie chaque jour davantage sur la répression, qui constitue son unique soutien.

Quelle est la situation de la Démocratie chrétienne ?

En premier lieu, lorsque l'on parle aujourd'hui de la Démocratie chrétienne, il faut parler en termes de « secteurs » de la Démocratie chrétienne. En son sein, se sont approfondies des divergences qui ont toujours existé. Entre le secteur de Frei, lié aux intérêts de la grande bourgeoisie et les secteurs dirigés par Leighton, Tomic et Fuentealba (tous à l'extérieur du Chili), qui a une conception « démocratique petite-bourgeoise » et qui est sensible aux pressions exercées par la base populaire de la Démocratie chrétienne. En fait, les contradictions inter-bourgeoises s'expriment principalement dans les conflits entre la dictature et ce second secteur de la Démocratie chrétienne qui recherche fondamentalement une alliance avec le réformisme ouvrier et avec des secteurs de la

petite et moyenne bourgeoisie marginalisées ou profondément touchés par la politique de la Junte. La rupture du front de la bourgeoisie a son origine dans le développement des conditions objectives depuis le coup d'Etat mais en même temps s'insère historiquement dans le contexte global de la crise de domination de la bourgeoisie. L'« opposition démocratique » de ces secteurs de la D.C. a été une cible de choix pour la Junte. Radio Balmaceda, plus ou moins contrôlée par ces éléments a été fermée de nombreuses fois ; de même, la revue « Politique et esprit » a été interdite, plusieurs de ses militants ont été arrêtés, Leighton a été blessé dans un attentat, etc. Ces mesures ont contribué à une certaine radicalisation de ces secteurs démocratiques de la D.C., radicalisation qui s'est exprimée par un rapprochement superstructurel et à l'extérieur du pays avec le réformisme et le stalinisme.

A propos des contradictions inter-bourgeoises, il faut parler du conflit qui s'est développé ces derniers jours entre l'Eglise et la Junte. Aux déclarations de l'évêque Camus et au document « Evangile et paix » est venu s'ajouter le problème de la répression directe contre des prêtres qui manifestaient leur solidarité à l'égard des camarades du MIR.

Analyser l'attitude de l'Eglise implique là aussi de parler de « secteurs » de l'Eglise : mais de toute façon, il existe au sein du clergé une majorité qui exprime, sous des formes diverses, son opposition à la dictature.

A propos du mouvement de masse, que peux-tu dire de la situation au sein de la classe ouvrière ? Comment celle-ci réagit-elle aujourd'hui face aux problèmes économiques, sociaux et politiques ?

D'abord, il faut dire que le cadre politique global du Chili n'a malheureusement pas changé radicalement ces deux dernières années. Le reflux qui a suivi le coup d'Etat se maintient. La dynamique générale du mouvement ouvrier est la dynamique imposée par la défaite, ce qui signifie dispersion, démoralisation et recul. Toutefois, ces derniers mois, quelques indices de changement sont apparus dans ce panorama. Des indices d'un début, encore très modeste, de recomposition du mouvement de masse, tout au moins de ses secteurs les plus avancés apparaissent ici et là : conflits syndicaux, manifestations explosives et spontanées, la lutte contre le « code du travail », etc. D'une manière générale, il s'agit d'initiatives ou de luttes dont l'objectif est limité. Fondamentalement, ce sont les revendications économiques, à partir de la situation dramatique qui est faite à la classe ouvrière, qui sont à la base de cette recomposition initiale du mouvement de masse.

Peux-tu préciser ce que tu appelles la « lutte contre le code du travail » et plus généralement, quelle est la situation actuelle du mouvement syndical ?

Les syndicats qui existent actuellement sont ceux acceptés par la dictature. Ce qui ne veut pas dire que, dans tous les cas, il s'agit de syndicats complètement contrôlés par elle. Certains syndicats ont encore à leur tête des hommes qui, maintien des rapports avec l'opposition et qui utilisent la marge de manœuvre limitée dont ils peuvent disposer. C'est ainsi, par exemple, que plusieurs dizaines de dirigeants syndicaux ont clairement rejeté la tentative des militaires d'imposer ce nouveau « code du travail » de caractère corporatiste, et ont exprimé leurs « préoccupations » pour la détérioration du niveau de vie des secteurs populaires, ainsi que leur « inquiétude face à l'inexistence de véritables garanties d'expression du droit syndical ». En ce qui concerne le « code du travail », la Junte a dû reculer. Elle a repoussé son adoption, le soumettant à une nouvelle discussion.

Combate



JULIO DE 1975

NUMERO 9

LAS CONTRADICCIONES
INTERBURGUESAS Y LAS
ILUSIONES DEL RIFORMISMO.-

De todos los elementos políticos sociales y económicos que confluyen y se combinan para caracterizar el actual período de la lucha de clases en el país, hay uno que en el último mes ha tenido expresiones particularmente importantes: la entrevista con-

RESISTENCIA

OBREERA y POPULAR



COORDENAR EL
PARTIDO REVOLUCIONARIO
AL CALOR DE LA
LUCHA ANTIFASCISTA

Qu'entends-tu par là ?

Naturellement, il ne s'agit pas d'une discussion démocratique ! Les travailleurs n'auront pas leur mot à dire. La discussion sera entre les patrons, les représentants du gouvernement et les dirigeants syndicaux qui, selon les propres paroles de Pinochet, « maintiennent une relation saine avec leur base ». Mais l'important dans cette affaire reste que la junte a dû transiger et n'a ni publié ni mis en pratique le « code du travail » comme elle en avait l'intention.

Peux-tu synthétiser les positions politiques de la Ligue communiste ?

L'une des causes de la défaite subie par le prolétariat chilien est évidemment l'absence d'un parti révolutionnaire implanté dans les masses. Il s'agit donc aujourd'hui de lutter pour sa construction. C'est là notre objectif stratégique. Dans ce cadre, la lutte contre la dictature fasciste a pour nous un caractère clairement anticapitaliste. Lutter contre la dictature signifie donc pour nous lutter aussi pour un gouvernement ouvrier et populaire.

En ce qui concerne l'unité antifasciste, elle doit avoir un caractère de classe bien défini. Il s'agit de l'unité des exploités contre celle des exploités. En ce sens, le combat contre la dictature doit être mené très clairement sous la direction de la classe ouvrière et de ses organisations. Nous proposons une politique de front unique antifasciste fondée sur cette orientation générale. En plus, nous croyons qu'il est nécessaire d'établir au Chili une alliance stratégique entre les différentes forces révolutionnaires qui permettra de regrouper les forces indispensables à la mise en pratique de cette conception de la lutte antifasciste.

Comment mettez-vous en pratique cette orientation générale ?

L'axe central de l'activité de la L.C. dans la période actuelle est un travail d'agitation et de propagande. Pour cela, nous publions chaque mois deux organes : « Resistencia obrera y popular » de caractère agitateur et « Combate », notre organe central. Ces deux publications sont pour nous des « organisateurs collectifs ». C'est autour d'elles que nous avons développé l'activité de l'organisation en direction des différents fronts de travail. Notamment « Resistencia obrera y popular » est notre principal instrument pour notre travail en direction de la classe ouvrière.

Comment se diffuse la presse de la L.C. ?

Le journal se diffuse principalement sur la base de contacts individuels. Il est vendu, ou donné directement à une grande quantité de camarades avec lesquels les militants de l'organisation, individuellement le plus souvent, ont des discussions régulières.

Cela permet de systématiser ces contacts, d'alimenter ces discussions.

Souvent, ces sympathisants ou ces lecteurs réguliers de notre presse se transforment en diffuseurs. Individuellement, ils font circuler « Resistencia Obrera » dans les milieux où ils ont accès.

Nous avons de cette manière tissé un véritable réseau de lecteurs réguliers, de collaborateurs, de diffuseurs de notre presse.

La régularité avec laquelle notre presse a été diffusée depuis un an et demi, la régularité dans les contacts que cela permet, a porté ses fruits.

De fait, la presse nous permet d'établir et de maintenir des relations organiques à des niveaux différents, selon le degré de maturité politique de nos contacts, avec un nombre élevé de camarades. Ils constituent une périphérie importante, si l'on tient compte de nos limites organisationnelles et surtout du contexte politique dans lequel nous travaillons.

Le travail des militants se limite-t-il, pour l'essentiel, à la diffusion de la presse ?

Pas du tout. La diffusion de la presse est certes la tâche centrale de chacun des militants de l'organisation. Mais, outre cette tâche, outre les tâches proprement internes (formation notamment), les camarades sont presque tous impliqués dans un travail de masse. Certes, « travail de masse », au Chili aujourd'hui a une toute autre signification, un tout autre contenu que ce que les militants français peuvent connaître ! Il s'agit d'un travail politique et d'organisation dans les comités de résistance, ou dans les comités anti-fascistes, qui sont des structures très restreintes.

A un niveau plus large, plus diffus politiquement aussi, ils participent à des structures locales visant par exemple à aider les chômeurs, à organiser des soupes populaires dans les quartiers ouvriers...

Lorsque cela est possible, et que cela a un sens vu ce qu'est le mouvement syndical aujourd'hui au Chili, ils participent à l'activité syndicale.

Enfin, ils impulsent lorsque cela est possible des luttes partielles, locales autour de revendications immédiates susceptibles d'impliquer le plus grand nombre de travailleurs possibles.

Peux-tu décrire quelques luttes auxquelles l'organisation a participé ?

Malheureusement je crois que des questions évidentes de sécurité ne me permettent pas de répondre de manière précise et détaillée à ta question. Décrire des luttes, même modestes, impulsées ou dirigées par des militants de LC signifierait dénoncer ces camarades vu le caractère de la répression au Chili.

Je vais tout de même donner un exemple sans entrer dans des détails compromettants.

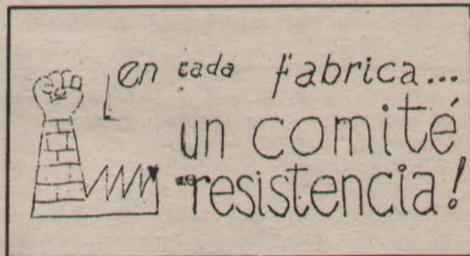
Sur un important chantier de construction sur le point de fermer et où les salaires n'étaient pas payés régulièrement depuis plusieurs mois, un de nos militants travaillant sur le chantier, a réussi à mobiliser l'ensemble des travailleurs. Ceux-ci se sont réunis devant les bureaux de l'entreprise pour réclamer leur paie. Ils ont voté une motion en ce sens qui a été transmise au tribunal des

conflits du travail. Entre temps, comme le travail ne reprenait pas les patrons ont décidé de payer les salaires en retard. C'est modeste. Mais pour les travailleurs du chantier, cette petite victoire a eu une grande importance. Elle leur a redonné confiance dans les possibilités de la lutte. C'est un exemple parmi d'autres de l'activité de nos camarades.

Tu insistes beaucoup sur le travail au sein de la classe ouvrière. Est-ce là le principal secteur d'activité de la Ligue Communiste ?

Notre recrutement depuis plus d'un an est essentiellement un recrutement ouvrier : 70 % des membres de l'organisation sont des travailleurs. En général, il s'agit de camarades en plein processus de réflexion et de maturation politique qui, tirant la leçon des événements, ont rompu avec le réformisme et le stalinisme. C'est ainsi qu'une proportion importante de nos nouveaux militants provient du PC.

Par ailleurs, nous avons également dans l'organisation un certain nombre de militants qui viennent du MIR.



Quelles sont, selon toi, les perspectives de la LC à moyen terme ?

Nous sommes très conscients de nos propres limites et de nos faiblesses face à l'énormité des tâches et aux extraordinaires difficultés auxquelles sont confrontés les révolutionnaires chiliens.

Mais nous croyons que les possibilités de développement de notre travail au Chili sont réelles et importantes. Nous ne nous masquons pas l'importance de la défaite qu'a connue le prolétariat chilien.

En deux ans, nous avons réussi à tenir deux congrès qui nous ont permis d'homogénéiser politiquement notre organisation. Nous avons très exactement multiplié par six nos effectifs, passant d'un noyau réduit de militants, à une organisation politique petite mais solide. Une organisation qui est en train de gagner une réelle présence politique dans des secteurs importants de la classe ouvrière. Le degré d'engagement de conscience politique, de courage qu'implique le fait d'être membre d'une organisation révolutionnaire au Chili sont des indices parmi d'autres de la qualité des militants engagés dans le processus de construction de notre organisation.

En d'autres termes, nous sommes convaincus que notre travail ces deux dernières années, que nos gains sont un apport important pour la construction d'un parti révolutionnaire au Chili.

Actuellement, nous faisons tout pour renforcer nos liens avec d'autres organisations politiques (MIR, Coordinations du PS à l'intérieur notamment). Et, nous espérons qu'à moyen terme cela permettra un développement plus important non seulement de la Ligue, mais aussi du mouvement de résistance en général.

J.P.B.

Rouge 323 p. 17





DECLARATION DU M.I.R

Cette déclaration du C.E. du MIR confirme l'analyse des camarades de la Ligue Communiste chilienne (voir l'interview des pages précédentes) quant à la réalité, aujourd'hui indéniable, d'un mouvement de résistance au sein de la classe ouvrière.

Pour en arriver là — et pourtant il s'agit d'une réalité encore bien modeste et fragile — deux ans après la défaite du 11 septembre, que d'efforts, que de combats, que de sacrifices auront été nécessaires.

Parmi ces dizaines de milliers de massacrés, combien sont morts en essayant de protester dans leur usine, dans leur atelier ? Combien sont morts en tentant d'aider un camarade, ou de renouer un contact ? La place des militants du MIR dans l'inégal combat que mènent depuis le 11 septembre 1973 les travailleurs chiliens, a été et restera considérable.

Certes, il en est beaucoup dans la gauche chilienne (et pas seulement chilienne d'ailleurs !) qui contestent cette place et ce rôle. Leurs raisons sont parfois différentes, en apparence. Mais elles se résument toutes en un mot : autojustification.

Autojustification de leur désertion, autojustification de leur secte, autojustification de leur ligne politique passée et présente passent nécessairement par cette négation du rôle du MIR.

On peut discuter telle ou telle erreur d'analyse du MIR, telle ou telle mesure prise depuis le coup d'Etat, par exemple. Mais l'indiscutable, c'est la justesse de la décision de continuer la lutte sur place alors que déferlait la barbarie...

Mais l'indiscutable, c'est le courage et la détermination de militants qui resteront pour celui qui a pu les connaître en de telles circonstances, un exemple de ce que signifie l'engagement révolutionnaire...

Mais l'indiscutable, c'est la place qu'occupe aujourd'hui le MIR dans la conscience de larges secteurs de la classe ouvrière et plus largement des masses chiliennes... Placé qui n'est pas indépendante de la réalité de ce mouvement de résistance embryonnaire qui existe aujourd'hui.

Alors que la répression vient de lui porter des coups très durs, affaiblissant gravement sa direction à l'intérieur du Chili — une direction qui avait déjà reçu de nombreux coups graves ces derniers dix-huit mois — notre solidarité doit plus que jamais s'affirmer.

L'avenir de la résistance, la chute de la dictature en dépendent aussi.

J.P.B.

● Le 16 octobre, dans le cadre de l'intensification massive de la répression lancée par la dictature ces trois derniers mois, la DINA (Direction Nationale de renseignements) a perquisitionné la ferme Santa Eugenia dans la localité de Malloco, proche de Santiago, où se trouvaient réunis des dirigeants du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Face à la résistance rencontrée, des renforts de la police en uniforme et de militaires furent appelés, appuyés par du matériel de guerre, aérien et terrestre. Un vaste encerclement de la zone fut organisé. Après un combat de plus de 5 heures, dans lequel sont morts 12 membres des appareils repressifs et ont été blessés plusieurs dizaines d'entre-eux — qui ont été transportés à l'hôpital de Malloco — les dirigeants du MIR réussirent à rompre l'encerclement, l'un d'entre eux mourant dans l'action, héroïquement (le camarade Dagoberto Perez, membre de la Commission Politique) ; aucun d'eux n'a été emprisonné, contrairement à ce qu'a annoncé mensongèrement la dictature, malgré les centaines d'arrestations qui ont été pratiquées dans la zone, tant de piétons que de voyageurs en véhicules collectifs ou particuliers.

● Au cours des trois semaines suivantes, la répression a augmenté énormément atteignant des niveaux comparables seulement à ceux des jours qui suivirent le coup d'Etat de 1973. En même temps qu'une furieuse campagne de presse, la Junte annonça la peine de mort contre tous ceux qui ont aidé des membres du MIR. Il y a eu une recrudescence des perquisitions massives à Santiago, à Valparaiso et dans les zones proches, qui ne respecta même pas les locaux religieux. Ce processus déboucha avec l'arrestation du camarade Martin Humberto Hernandez, membre du Comité Central, et d'autres camarades, et le refuge demandé par le Secrétaire Général, Andrés Pascal Allende et sa compagne Mary Ann Beausire Alonso dans l'ambassade de Costa Rica, ainsi que celui demandé par Nelson Gutierrez, membre de la Commission Politique, qui a deux blessures de balle, avec sa compagne Maria Elena Bachman Munoz, à la Nonciature du Vatican.

● Les effets de la violente répression déclenchée par la dictature dans les derniers mois — qui s'étaient déjà fait sentir parmi d'autres partis de gauche au niveau de la direction et de la base — représentent un grave coup pour le MIR et la Résistance Chilienne. Malgré cela, l'enracinement du Parti dans les masses et le développement de son appareil clandestin, obtenus pendant deux ans de lutte tenace contre la junte, lutte qui a coûté tellement de sacrifices, lui permet de maintenir la continuité de sa vie organique et le mènera à surmonter la situation difficile qu'il traverse actuellement. De la même façon, le développement du mouvement de résistance particulièrement au sein de la classe ouvrière, mais aussi dans

d'autres secteurs sociaux — comme est en train de le constater avec rage la junte — est incontestable, ainsi que la réorganisation qu'ont atteint les autres partis de la gauche. Tout cela fera que les travailleurs et le peuple du Chili se remettront de leurs blessures et continueront d'avancer dans leur lutte, jusqu'à abattre la sanglante dictature de Pinochet.

● Le mouvement de solidarité avec la résistance chilienne ne doit donc pas faiblir ; au contraire, il doit s'intensifier pour répondre à la violence croissante de la dictature militaire. Plus que jamais, il faut redoubler les efforts pour le boycott économique de la junte, pour son isolement total, diplomatique, militaire et culturel, pour la liberté des prisonniers politiques, pour la défense des droits de l'homme, particulièrement les libertés syndicales, les réunions et d'information, ainsi que le droit au travail.

● A l'heure actuelle, une des tâches urgentes du mouvement de solidarité est l'exigence du respect de la liberté et la vie de Martin Hernandez et de ses camarades, ainsi que l'arrêt du climat de peur et de terreur vis à vis de la population provoqué par la junte. Les pressions que le Junte exerce sur les représentations diplomatiques étrangères, particulièrement celles de Costa Rica et du Vatican, contre le refuge de combattants de la résistance doivent être dénoncées.

● Le Comité Extérieur du MIR appelle les forces de la gauche chilienne de l'extérieur à l'action unitaire pour obtenir ces objectifs. Renforçons et additionnons nos efforts, pour que le mouvement international de solidarité, qui a tant de signification pour la lutte du peuple du Chili, continue à se développer.

Le Comité Extérieur du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) chilien

GALA DE SOLIDARITE POUR LA RESISTANCE AU CHILI

(organisé par le PS Chilien et le MIR)

Serge Reggiani, Maxime Le Forestier, Paco Ibanez, Alfonso, Raimon, Colette Magny, Daniel Viglietti, Claude Vinci, présentés par J.L. Trintignant.

Le 4 décembre 1975 à 20 heures au Palais des Sports -
Porte de Versailles Entrée 30 F de soutien 100 F

Billets en vente à la librairie Rouge
10, impasse Guéméné - Paris 4^e

LE REVEIL DES FACs

La politique du pouvoir en cette rentrée n'est pas accidentelle ; l'université n'échappe pas à la crise d'ensemble qui frappe la société.

■ Fermeture d'universités ou d'UER, suppression de certains enseignements, manchettes désabusées à la une de la grande presse témoignent à la fois de la crise prolongée de l'Université et des difficultés rencontrées en cette rentrée 75 par la politique de Soisson. Mais plus significatives sont les actions d'ores et déjà engagées par les étudiants (St-Maur, Vincennes) parce qu'elles montrent la possibilité d'une reprise des luttes de masse contre la politique universitaire du pouvoir, dans le cadre d'un front commun des étudiants des enseignants et des personnels.

Les fermetures d'universités : la faillite de la « gestion démocratique »

C'est avec grand fracas que l'Humanité a annoncé la fermeture par leur conseil de gestion de plusieurs universités : Grenoble I (8 jours), Lille I, Paris 6 (une journée). Ces décisions montrent à quelles mesures sont acculés ceux qui ont accepté de se faire les exécutants serviles, et quelquefois imaginatifs (comme Josefowicz, à Villetaneuse), de la loi d'orientation et des projets du pouvoir.

Ainsi, des militants du PCF, ceux-là mêmes qui se sont faits les champions d'une gestion démocratique des universités au travers des organisations syndicales qu'ils dirigent (SNESup, UNEF-Renouveau) sont acculés aujourd'hui à des contradictions insurmontables.

D'un côté, ils critiquent justement la « sélection renforcée, le mécanisme de ségrégation sociale à l'œuvre dans tout le système d'enseignement, le redéploiement de l'enseignement supérieur et de la recherche » (Déclaration du B.P. dans l'Huma du 17 novembre), et de l'autre côté, ils se font

les agents douteux de cette même politique dont sont victimes personnels et étudiants, comme à Vincennes ou devant même les préoccupations de Soisson et du patronat, comme à Villetaneuse.

C'est ensuite à une véritable politique d'union sacrée qu'ils appellent. Ainsi le conseil de Paris 6, incapable de prendre des engagements précis quant à la sécurité d'emploi des non-titulaires, ou la simple sécurité du travail — par exemple aucune mesure sérieuse n'a encore été prise pour fermer les locaux les plus pollués par l'amiante — appelle aujourd'hui personnels et étudiants à lui servir de masse de manoeuvre dans sa politique de pression à l'égard du pouvoir. Dans ce cadre, la manifestation organisée lundi, à laquelle s'étaient ralliés plusieurs syndicats et l'UNEF-R, n'était qu'une diversion qui a trompé peu de monde. Ce n'est pas par une décision ressemblant à un lock-out qu'on organise une lutte conséquente contre la politique d'austérité du pouvoir.

les prémisses de luttes nouvelles

C'est ce qu'ont compris les étudiants de dentaire de St-Maur, de Vincennes.

● St-Maur, où la grève a été votée dans les deux premières années de sciences-éco, à l'initiative du comité anti-sélection ; St-Maur où les étudiants se dressent contre une sélection féroce (sur 500 étudiants entrés en 1^{ère} année en octobre 71, 60 seulement ont obtenu leur licence en 1975 !), où l'administration refuse les cours du soir pour les salariés, où deux absences par matière et par semestre suffisent pour vider un étudiant...

● Vincennes, où, à la suite des personnels administratifs qui refusaient des sanctions pour de soi-disant absences, les étudiants se sont massivement engagés



Fotolib

Manifestation des étudiants de Paris VII au Salon de l'Enfance.

dans une grève qui prend comme cibles le conseil de gestion et la politique gouvernementale ; où, structurés dans des comités dans la plupart des départements, ils se réunissent régulièrement en AG avec le comité de grève du personnel ; où ils ont organisé une action le lundi 17 pour exiger du conseil qu'il revienne sur les sanctions prises...

généraliser et unifier

La politique du pouvoir en cette rentrée n'est pas un accident ; car l'Université n'échappe pas à la crise d'ensemble qui frappe la société. C'est à la faveur de cette crise que le gouvernement accélère les restructurations souhaitées par le patronat : renforcement de la concurrence entre universités, numerus clausus et sélection accrue pour les étudiants, politique d'austérité, remise en cause de la sécurité d'emploi pour les personnels et les enseignants... tous les moyens sont bons pour accélérer une évolution qui profite aux filières sélectives (MST notamment) au détriment de secteurs qui ne sont pas jugés rentables. Cette situation crée des conditions favorables pour des luttes de masse qui regroupent personnels et étudiants.

« L'UNEF entend contribuer à l'organisation d'une riposte d'ampleur nationale et à la progression de l'union du mouvement étudiant... » déclare René Maurice, président de l'UNEF-R dans Le Monde (16-17 novembre). L'intention est louable mais il faut d'abord faire le bilan politique de la participation pratiquée avec insistance depuis sept ans par ces camarades.

L'unité, dans le respect de la démocratie, l'élaboration de plateformes précises contre la politique du pouvoir qui incluent la question de l'ouverture des facs aux travailleurs, du

contenu des cours, du bilan de sept années de participation, sont aujourd'hui les leviers indispensables pour les luttes à venir. C'est à ces tâches que nous nous emploierons pour élargir les luttes en cours, avec la volonté de contribuer à une structuration permanente du mouvement étudiant contre l'école de classe.

UN ARDENT DEFENSEUR DE LA GESTION DEMOCRATIQUE DE L'UNIVERSITE

Marcel Josefowicz, président de Paris-Nord, champion des MST, est ainsi présenté dans un article récent du *Nouvel Economiste* (27 octobre) : « Chez moi, tous les étudiants qui suivent les nouvelles formations sont vendus sur plans... » Faut-il préciser que les acheteurs sont Philips, Ericsson, Kodak, Rhône-Poulenc. Josefowicz est un président heureux puisque « de nombreux industriels siègent aux différents conseils de perfectionnement de son université. Josefowicz est un président fier de son travail : « Nous sommes hyper-sélectifs et il y a beaucoup de casse chez nous : 20 % des étudiants parviennent à un diplôme. Les autres, on ne sait pas ce qu'ils deviennent. » On comprend pourquoi Soisson a donné son accord à l'habilitation de cinq nouvelles maîtrises à Paris-Nord. Ajoutons enfin que Marcel Josefowicz est militant du PCF.

GREVE DE LA FAIM DE JACQUES PAPINSKI

Depuis le 19 novembre, Jacques Papinski a commencé une grève de la faim à Homecourt et entend aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à sa réintégration dans l'Education nationale. Papinski a en effet été suspendu puis radié et interdit d'enseigner à vie pour avoir écrit un pamphlet dans lequel il dénonçait l'injustice qui lui avait été faite : à la suite d'une inspection défavorable en anglais réalisée par un inspecteur ignorant tout de cette langue, il avait été reversé dans le primaire.

A l'heure où Haby se propose de multiplier le nombre des inspecteurs pour exercer un contrôle plus serré sur les enseignants, nous devons apporter notre soutien à la grève de la faim de Papinski, la populariser et dénoncer le rôle répressif de l'inspection.

Haby aux bottes de « Minute »

« Textes et documents pour la classe » est une revue de l'Institut national de documentation et de recherche pédagogiques diffusée dans les établissements scolaires. Le 9 octobre, cette revue publie un fascicule consacré aux travailleurs immigrés, fascicule bien peu explosif (on y décrit leurs conditions de vie et de travail... mais on y passe sous silence des problèmes tels que les interventions de la police, les expulsions, etc.). Le 31 octobre, Haby signe une circulaire spéciale pour en interdire l'utilisation. Motif officiel : la revue a « ignoré » l'action du secrétariat d'Etat aux immigrés.

En réalité, précisent les trois syndicats (CFDT, CGT, FEN) de l'INRDP, la mesure Haby fait suite à un article de « Minute » du 29 octobre qui qualifiait d'« outil d'intoxication français » le numéro de « Textes et documents » et lui reprochait de présenter les immigrés « selon le schéma classique, comme les victimes d'une exploitation extrême ». A l'indignation de « Minute » (« La plupart des textes sortent des officines d'édition gauchistes comme Maspéro ») fait écho celle du ministre qui fait grief au dossier de documentation d'être « étayé » par des informations insuffisamment

diversifiées ». Or, il n'y a, parmi les vingt sources utilisées par « Textes et documents », que deux ouvrages Maspéro...

Haby n'a pas lu la revue. Il a fait confiance à « Minute » ! Tout cela serait grotesque si, dans l'empressement du ministre à donner satisfaction à un journal raciste, il n'y avait que la peur de lui déplaire. Plus profondément, cette petite affaire de censure révèle une fois de plus les liens entre le pouvoir « libéral » et l'extrême-droite.

Correspondant



Pour les assises des UN BON

« Non mais... » ont commencé par dire les directions réformistes. La solidarité de nombreux militants syndicaux les conduit à se prononcer pour un « Oui mais... » assez embarrassé.

■ C'est finalement *Paris-Match* (n° du 22 novembre) qui a découvert le pot aux roses :

« Besançon n'est donc, en réalité, qu'une opération publicitaire bien montée. Mais l'affaire a quand même une grande importance parce qu'elle révèle l'existence d'une organisation internationale de subversion qui a réussi à l'étranger et, notamment, au Portugal. »

Il suffisait d'y penser. En vertu de quoi, le Général Biard, commandant de la 6ème Région militaire, frappe à la tête le complot international... de Besançon : sept soldats du 19ème RG mutés à la prison de Metz et punis de 60 jours d'arrêts de rigueur sans qu'il existe aucune preuve contre eux, simplement des « présomptions » que, comme à son habitude, la Sécurité militaire fonde sur les fiches de police gracieusement mises à sa disposition par les Renseignements Généraux.

A Dijon, au 60° RI, un soldat, Gérard Allary, a aussi écopé de 60 jours de trou, soupçonné d'avoir diffusé l'appel de Besançon.

A Reims, après la conférence de presse des soldats du 1er GCM, la Sécurité militaire a également fait apparition... Comme on le voit, du côté de l'autorité militaire, l'imagination reste au poste de commande.

pas de TPGA

Symptomatique néanmoins de l'écho rencontré par l'initiative des soldats de Besançon et du nouveau rapport de force qu'elle a créé, est la déclaration du général commandant de la place militaire à Besançon annonçant que les appelés punis ne passeraient pas en Tribunal militaire. Ce qui signifie clairement que le pouvoir et la hiérarchie militaire ont non seulement assimilé à leur manière les leçons du procès de Draguignan, mais surtout qu'en dépit des dérobades réformistes, l'« affaire » de Besançon (comme dit la grande presse) a créé une situation nouvelle. Nouvelle en ce sens qu'elle précipite un débat fructueux dans les comités de soldats, le mouvement antimilitariste civil, le mouvement ouvrier ; en ce sens qu'elle fait apparaître concrètement les progrès de l'antimilitarisme révolutionnaire réalisés en profondeur sur ces trois terrains depuis un an. Finalement, le « non mais... » des directions réformistes a été isolé et mis sur la sellette par la solidarité active des soldats, des antimilitaristes civils, des organisations révolutionnaires, de nombreux militants et instances de base du mouvement syndical, et fait progressivement place à des « oui mais... » assez embarrassés

Les prises de position les plus récentes de la direction confédérale de la CFDT indiquent bien cette évolution effectuée sous la pression de la détermination croissante des comités de soldats à tenir leurs Assises et aller de l'avant dans la bataille pour le syndicat.

engagement pratique

Dans la phase de préparation active des Assises nationales des comités de soldats ouverte par la création de la section syndicale du 19ème RG et l'appel des soldats du 1er GCM de Reims à ces Assises, le mouvement ouvrier s'engagera plus avant encore dans le soutien aux luttes des soldats, à leurs revendications, à l'exigence fondamentale du droit d'organisation dans les casernes. Les messages



Le Comité du 1er GCM de Reims propose la tenue d'Assises Nationales le 12 novembre

LES SEPT OTAGES DE LA S.M.

Sept otages, arbitrairement choisis par la SM parmi les soldats du 19° RG. Ce sont :

Jean-Noël Gagnaux de Dijon
Alain Genot de Besançon
et les soldats Guillemaut de Dijon,
Morales, Morcelli, Rhamani, Di Frenza.
Exigeons leur libération !

et motions de solidarité d'instances syndicales de base rendus publics après l'initiative des soldats de Besançon en portent témoignage. Bien plus, le mouvement ouvrier devra s'engager non seulement verbalement, mais pratiquement. L'appui du mouvement syndical est une condition décisive pour que soient largement diffusés les textes, les débats, les propositions des comités, pour qu'aucune répression ne puisse entraver la préparation des Assises et pour qu'enfin ces Assises aient lieu, sous la protection du mouvement ouvrier, même si Bigeard doit en bouffer son portefeuille vice-ministériel de dépit !

Dans cette période de discussion sur les perspectives du mouvement des soldats, il est inévitable également que, dans les comités, le mouvement antimilitariste civil, la presse révolutionnaire et le mouvement ouvrier dans son ensemble, se confrontent des points de vue souvent divergents. Ceux qui, non dépourvus d'arrière-pensées, y verraient un indice d'émiettement, de cartellisation forcenée du mouvement des soldats, une obscure bataille de chapelles, risquent d'être bien vite déçus : la solidarité de classe qui, en dépit des arrière-pensées réformistes, en dépit des divergences réelles existant au sein de l'extrême-gauche révolutionnaire, s'est nouée sans équivoque autour de l'« affaire » de Besançon en porte témoignage.

riche expérience

Au reste, le mouvement des soldats, fort d'une expérience brève mais extraordinairement riche, a su imposer sa capacité à déterminer lui-même ses orientations et il entend en faire la preuve à l'occasion du débat démocratique qui le traversera dans

REPRESSION

contre des militants syndicaux à Soissons

● Deux militants de la CGT et quatre de la CFDT de Soissons ont été inculpés de diffamation publique et d'incitation de militaires à la désobéissance. Ils avaient diffusé le journal du comité de soldats du 67° RI stationné dans la même ville.

Cette répression qui, pour la première fois depuis longtemps, frappe des militants syndicaux engagés dans le soutien aux soldats en lutte doit être dénoncée avec la plus grande énergie. Le pouvoir a compris, après Besançon, avec la multiplication des parrainages de comités de soldats par les sections syndicales que le mouvement des soldats et le mouvement ouvrier avaient partie liée. Seul un rapport de force défavorable l'a empêché, jusqu'à présent, de frapper les militants syndicaux les plus avancés comme il frappe les soldats. Au moment où s'engage la bataille préparatoire aux Assises des comités avec un soutien accru du mouvement syndical, il n'est pas exclu que le pouvoir multiplie les manœuvres d'intimidation dont Soissons serait le coup d'envoi. Ce ne sont pas les moyens « juridiques » qui lui manquent. La juridiction militaire permet de traduire Piaget voir Maire en TPGA, par exemple, du simple fait de leurs actions et déclarations qui manifestement « incitent à la désobéissance ».

Telle n'est évidemment pas la perspective du jour. Il n'empêche que nous devons nous battre sans relâche pour que soient acquittés les militants de Soissons et pour qu'aucune nouvelle inculpation de militants ouvriers ne soit prononcée.

Contre des soldats à Trèves (R.F.A.)

● Au 16° RA de Trèves, trois appelés ont été arrêtés par la Sécurité Militaire. Ils sont accusés sans preuve d'avoir participé à des réunions « à caractère politique et antimilitariste » et d'avoir rédigé un tract. L'absence de preuves n'a pas empêché la SM de les condamner à 60 jours de trou. Il s'agit de Pierre Queniarth originaire d'Alençon, d'Yves Leonard (originaire des Ardennes) et de Marc Seiffert (originaire de Reims). Pour protester contre leur incarcération arbitraire, ils ont entamé une grève de la faim. Inquiète, la hiérarchie militaire, les a dispersés dans différentes casernes.

A l'occasion d'un meeting sur le Portugal tenu à Trèves, une motion de solidarité a été adoptée par l'Assemblée, toutes tendances réunies (GIM, KPD, KVB...). Quelques jours plus tard, un tract du Comité des Travailleurs sous l'uniforme (coordination des différents comités de soldats de Trèves) a été distribué aux permissionnaires.

Solidarité !

Comités de Soldats

DEPART



Photo

Président des comités de soldats, au cours d'une conférence de presse

la phase préparatoire aux Assises de comités. La façon dont les comités ont pris en charge l'élaboration de leurs propres revendications, la rédaction de leurs journaux, détermine leurs propres formes d'action depuis plus d'un an, ruine radicalement les « théories » misérables de la « manipulation-par-une-poignée-d'agitateurs-externes »...

Sans aucun doute, les débats ayant cours dans les organisations syndicales, antimilitaristes, révolutionnaires, auront des répercussions dans les casernes, dans les comités. Les temps où les soldats, exaspérés par les scandales quotidiens auxquels ils faisaient face se lancaient dans la lutte pratiquement seuls sont révolus.

Les luttes de soldats sont devenues l'affaire du mouvement ouvrier et le débat sur leurs perspectives aussi. Mais les Assises verront les soldats, épaulés par les militants ouvriers qui se seront engagés dans leur soutien, déterminer en toute indépendance l'avenir de leur mouvement.

QUI A ECRIT ÇA ?

« Le débat organisé sur l'armée n'a pas eu lieu, Krivine ayant été interdit de télévision par le Comité de soutien à l'armée qui regroupait environ trente nervis nazillons. Le choix fait de la personne de Krivine comme porte-parole paté de l'extrême-gauche était pourtant un habile et habituel tour de passe-passe : agitant l'épouvantail gauchiste, on minorise le problème. »

Le PSU, hélas ! (sous la plume de Geneviève Petrot, membre du Bureau national)

à la question "le prévenu est-il coupable ?" la cour répond :
AFFIRMATIF!!



SOUTIEN A CEUX DE BESANÇON

Télégramme de soutien adressé par le Conseil de la section BNP de la CFDT au Syndicat de soldats du 19^e RG de Besançon :

SECTION CFDT BNP SALUE CREATION SYNDICAT SOLDATS BESANÇON — APPROUVE SOUTIEN UL-CFDT BESANÇON — ASSURE SOLIDARITE MILITANTE CONTRE TOUTE REPRESSION.

*

Section syndicale CFDT de l'hôpital psychiatrique de Moisselles-Gennevilliers

Concernant la création d'une section syndicale de soldats au 19^e Régiment de génie de Besançon :

1) La section syndicale CFDT soutient l'initiative du comité de soldats du 19^e RG de Besançon se déclarant section syndicale et affirme populariser cette initiative et s'opposer à toute répression.

2) La section syndicale se déclare partie prenante du combat pour la création d'un syndicat de soldats unitaire, indépendant de la hiérarchie militaire et pris en charge par le mouvement ouvrier.

3) La section syndicale CFDT appelle la Confédération à soutenir la perspective de création d'un syndicat unitaire de soldats.

Motion adoptée à l'unanimité

*

La Fédération des Finances CFDT à l'occasion de son bureau fédéral le 7 novembre 1975

— affirme que le droit pour les travailleurs de s'organiser en syndicat pour la défense de leurs intérêts ne s'éteint pas à la porte des casernes,

— apporte en conséquence son soutien aux soldats du 19^e RG de Besançon qui viennent de créer une section syndicale,

— appelle tous ses adhérents et l'ensemble des organisations ouvrières à exiger la reconnaissance et l'extension de ce droit.

*

Le Congrès départemental de Lozère de la CFDT considère, comme l'a dit la Confédération, qu'il n'est pas possible de constituer aujourd'hui des sections de soldats proprement CFDT dans les casernes. Par contre, il se félicite de la création d'une section syndicale dans le 19^e RGT de génie de Besançon et de l'attitude de solidarité militante de l'Union locale de Besançon et lui envoie son appui.

Motion envoyée à l'UL de Besançon et à la Confédération.

et les soldats

La coordination alpine des comités de soldats qui regroupe six comités appelle, dans une déclaration publique « Les travailleurs et leurs organisations à dresser un large front de défense des soldats frappés par la répression que Bigeard tente de déclencher après Besançon ».

COMMUNIQUE DU COMITE DE SOLDATS DU 2ème RC A VERDUN

Nous venons d'apprendre que sept camarades appelés du 19^eème régiment de génie à Besançon auraient été emprisonnés à Metz et que deux autres auraient été mutés au camp de Valdahon (Doubs) pour avoir créé une section syndicale dans leur régiment.

Même si l'on peut apporter des critiques sur le projet et considérer comme prématurée la formation d'une section syndicale isolée du vaste mouvement des comités de soldats, nous devons exprimer notre solidarité totale avec nos camarades victimes de la répression militaire. Cela d'autant plus que le 2^eème RC dépend de la juridiction militaire de Metz où ont été emprisonnés nos sept camarades.

Le moyen le plus efficace d'exprimer notre solidarité c'est de renforcer notre comité, de coordonner les comités sur Verdun et nationalement afin de créer un rapport de force tel que l'on puisse arracher le droit de libre expression et d'organisation dans les casernes.

Les appels du Comité de soldats de tous les escadrons réunis, exigent la libération immédiate sans punition ni poursuite des 7 du 19^e.

*

Communiqué du Comité du 24^e RIMA de Perpignan

Le Comité de soldats du 24^e RIMA de Perpignan tient à affirmer sa solidarité avec les soldats du 19^e RG de Besançon qui ont créé une section syndicale dans leur caserne.

Il prendra les initiatives nécessaires pour faire reculer le pouvoir et la hiérarchie militaire qui emprisonnent des dizaines de soldats qui luttent pour l'obtention des droits démocratiques élémentaires. Il invite les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier et les organisations antimilitaristes civiles ainsi que les organisations démocratiques à soutenir activement cette campagne.

Toujours plus nombreux les soldats rejoignent les luttes que nous menons avec les comités dans les casernes. En peu de temps, malgré la répression, les menaces, les

En peu de temps, malgré la répression, les menaces, les intimidations, c'est un mouvement d'ampleur nationale qui s'est constitué. Toujours plus nombreux les travailleurs, par l'intermédiaire de leurs syndicats, nous apportent une aide matérielle et politique.

Il faut approfondir ce mouvement, quoi qu'en dise le pouvoir, en préparant les Assises Nationales des Comités de Soldats qui posent à tous les soldats et les travailleurs la perspective concrète de la construction du syndicat de soldats de classe lié au mouvement ouvrier.

Le comité de soldats du 24^e RIMA se félicite de l'appui qu'il a déjà reçu des organisations syndicales, politiques et antimilitaristes. Il lance un appel pour que cet appui s'élargisse pour répondre à la convocation de la réunion nationale des comités de soldats préparée par les camarades de Besançon, et se déclare prêt à y participer activement.

PS : le comité du 24^e RIMA depuis janvier 74, édite Tamtam, qui sort son 15^e numéro, cette parution s'étant faite sans interruption.

EXPO Vladimir MAIAKOVSKI

« VINGT ANS DE TRAVAIL » pendant les années vingt

■ Place Maïakovski à Moscou, sur fond de gratte-ciel staliniens, se dresse un pompeux monument de bronze sur socle de marbre. Il ne constitue qu'une insulte de plus au grand poète révolutionnaire qui avait écrit : « Je crache sur les tonnes de bronze / Je crache sur le marbre glorieux / N'ayons qu'un monument collectif : le Socialisme »

Les procès d'intention, les incompréhensions volontaires, les insultes, c'est durant toute sa vie et jusqu'au suicide, quelques mois après la présentation à Moscou de l'exposition qu'il nous est donné de voir aujourd'hui à Paris, que Vladimir Maïakovski aura à les subir. Cette exposition elle-même sera à l'origine de nouvelles insultes.

Celui dont l'Association des Poètes prolétariens (RAPP), qui dès le milieu des années vingt préfigurera la future Union des écrivains soviétiques « stalino-réalistes » avait dit qu'il était « avec nous mais pas l'un des nôtres », avait, de ses propres mains monté cette exposition. Il avait, presque en même temps adhéré au RAPP qui le couvrait d'injures. Pourquoi ?

Ces deux prises de positions sont intimement liées.

Maïakovski avait, dès le début des années vingt, regroupé une partie des anciens futuristes et de ceux qui seront les constructivistes (écrivains, poètes, designers, architectes, metteurs en scène etc.) au sein de la revue L.E.F. (Front gauche de l'art). Le L.E.F. se battait sur deux fronts : contre les « passésistes » de l'ancienne culture bourgeoise ; contre le Proletkult pour lequel la « nouvelle culture prolétarienne » allait naître, par génération spontanée, au sein des masses prolétariennes elles-mêmes.

Le L.E.F. avait posé le problème autrement. Pour ses membres, pour Maïakovski lui-même, c'était, suivant les termes employés par Lénine, une « Révolution culturelle » qui devait se dérouler en URSS. Ses objectifs ne se limitaient pas aux transformations économiques et politiques indispensables pour constituer les bases du socialisme. Il s'agissait de transformer totalement les rapports de travail, les relations entre les hommes et entre les sexes, il s'agissait, suivant le terme russe en usage à l'époque de *Perestroïka Byta*, de la reconstruction du mode de vie. C'est à cette reconstruction qu'est consacré l'ouvrage de L. Trotsky encore inédit en français (1) : *Des questions du mode de vie*, paru en 1921.

Le L.E.F. se voulait expérimental, il voulait explorer les possibilités de l'avenir : « Le L.E.F. a une paire d'yeux / Par devant et non par derrière / Le L.E.F. ne sait marcher qu'en avant / bruyante est la bouche du L.E.F. / En arrière nous crie-t-on plus de dix mille fois par jour / ... Notre affaire, c'est de marcher en avant / D'appeler, de montrer l'avenir... (2)

Le L.E.F. n'entendait pas imposer ses conceptions mais constituer une tendance culturelle parmi les autres et

faire à terme reconnaître la justesse de ses vues.

Mais le L.E.F. entendait avant tout se battre sur le front qu'il considérait comme décisif : celui de la reconstruction du mode de vie : « Le mode de vie, c'est notre nouveau front. »

ne pas rester en marge

Combattu, calomnié, empêché de publier par les staliniens de la culture du RAPP, provisoirement déguisés en « gauchistes » culturels, Maïakovski est obligé d'interrompre la publication du L.E.F. en 1925. En 1930, celui contre lequel on hurlait le slogan : « Les ouvriers et les paysans ne vous comprennent pas » (3) tandis que par milliers des auditoires ouvriers l'écourent lire ses vers, décide de se battre contre la calomnie. L'exposition « Vingt ans de travaux » sera l'une de ses armes. L'autre — discutée à l'époque par ses camarades — sera l'adhésion au RAPP.

L'exposition, c'est la réponse de Maïakovski à ses détracteurs, aux bureaucrates de la critique littéraire : « Voilà ce que j'ai fait pour la révolution » crie chacun des panneaux, chaque photographie, chaque poème. « Qui dit mieux parmi les « activistes » de la culture ? » L'adhésion au RAPP ; ce fut sans doute pour Maïakovski, porter le combat dans le camp de l'adversaire : « Je retrousses mes manches et je me mets à me bagarrer, revendiquant mon droit à exister comme écrivain de la révolution, pour la révolution et de ne PAS RESTER EN MARGE » (souligné par nous : A.K.)

Maïakovski sera battu. Simultanément seront battus tous ceux qui avaient, dans le domaine de la culture, combattu sur le front de la « reconstruction du mode de vie » pour l'émancipation des femmes, pour de nouveaux rapports entre les sexes, pour une architecture qui aurait permis de nouveaux rapports sociaux, pour un urbanisme permettant à terme la solution des contradictions entre la ville et la campagne. Simultanément, disparaîtront de l'histoire et de la vie ceux qui s'étaient opposés — parfois trop tard — à la confiscation du pouvoir par et pour la bureaucratie.



L'URSS d'aujourd'hui, celle de 1975, Maïakovski l'avait décrite :

● Dans son poème au titre prémonitoire : « La quatrième internationale » dans lequel il décrit le mode de vie de la future bureaucratie, qui singe celui des anciennes des classes, dirigeantes et dans lequel il appelle de ses vœux « Une autre révolution » pour laquelle, comme pour celle de 1917, il « jouera du tambour ».

● Dans sa pièce « La punaise » où le « socialisme » des temps futurs n'est rien d'autre qu'une société robotisée et aseptisée.

● Dans son autre pièce, « Les Bains », le portrait du personnage central : le bureaucrate tyrannique, jouisseur et véreux, était poussée si loin que la pièce fut retirée du répertoire après quelques séances (4). C'est dans la même pièce que la « femme phosphorescente » venue de la lointaine planète du socialisme, fait le tri entre ceux qui sont dignes d'y vivre et les autres. Elle embarquera dans son astronef les travailleurs et même les « marginaux » mais laissera au sol le bureaucrate, sa maîtresse et ses acolytes.

toujours vivant

L'Union soviétique d'aujourd'hui a embaumé Maïakovski. Elle pense que la dynamique dont sont bourrés ses écrits n'est plus aujourd'hui explosive. Elle nous laisse voir cette exposition. Merci... Pas plus que les idées de Lénine, exposé aux foules dans son cercueil de verre, pas plus que celles de Trotsky assassiné par Staline, les idées de Maïakovski ne sont mortes aujourd'hui. Quarante cinq ans après la mort du poète, ce qu'il écrivait est aussi vivant qu'avant que son encre ne séchât. Cette actualité de Maïakovski, malgré le geste que constitue la présentation de l'exposition à Paris, le pouvoir soviétique la redoute encore.

Car comment, s'il ne la redoutait pas ; expliquer que les campagnes de calomnie dont Maïakovski fut la cible durant toute sa vie renaissent encore périodiquement en Union soviétique ? Comment expliquer le soin extrême que l'on met à mettre en valeur ses aspects « positifs » : « Notre grand poète national » et à gommer ce qui

fut l'une des sources majeures de son inspiration : ses relations avec sa compagne Lili Brik (5) et le mari de cette dernière, le meilleur ami de Maïakovski, le théoricien du constructivisme : Osip Brik. Avec ces deux êtres, Maïakovski avait voulu mettre en pratique, expérimenter à la manière du L.E.F., une pratique sociale nouvelle, un mode de vie débarrassé des préjugés bourgeois. Sur cet aspect de sa vie personnelle mais également publique et voulue comme telle par lui, la presse soviétique revient périodiquement et périodiquement s'ouvrent à nouveau les vannes de la calomnie.

Dans le combat qui est aujourd'hui encore le nôtre, l'œuvre de Maïakovski n'est pas qu'un monument littéraire. Elle est une arme qu'il a forgé pour nous :

« Devant la C.C.C. (6) des temps clairs du futur / par dessus la tête des des escrocs et des truqueurs poétiques / je brandirai / en guise de carte du parti / les cents volumes de mes ouvrages communistes. »

Allez voir l'exposition Maïakovski. Emmenez vos camarades. Organisez des visites de groupes. L'œuvre de Maïakovski est toujours vivante, la calomnie contre lui toujours d'actualité.

Alexandre Korel

Jusqu'au 5 janvier, se tient l'exposition « Vingt ans de travail » consacrée à l'œuvre du poète soviétique Vladimir Maïakovski au CNAC, rue Berryer n° 11, Paris VIII.

NOTES

1. A paraître, début 76, aux éditions 10/18.
2. In L.E.F. n° 3. Poème / Page de garde du numéro par V. Maïakovski.
3. Divers poèmes de Maïakovski sont consacrés à cette « critique » constamment avancée contre lui. Un texte en prose intitulé « les ouvriers et les paysans ne vous comprennent pas » est intégralement traduit dans : « Changer la vie — Changer la ville ». Anatole Kopp, éditions 10/18-1975.
4. Elle est rejouée aujourd'hui de temps en temps en URSS, mais dans une mise en scène qui rend le sens véritable de la pièce incompréhensible.
5. C'est à celle-ci qu'est dédié son poème « De ceci ».
6. CCC : Commission centrale de contrôle.

Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



des films du théâtre

« Geronimo » de A. Benedetto

LA CONQUÊTE DU SUD

C'est dans un grand dénuement de moyens que Benedetto nous présente « Geronimo ». Au total trois comédiens dont lui pour interpréter plus de 40 rôles. Mais il faut les voir tous trois se déplacer dans une économie de gestes et de mouvement, autour du petit chariot de la ruée vers l'Ouest. Dans le chariot sont rangés tous les accessoires qui servent pour interpréter les différents rôles. Un chapeau : c'est un paysan du midi de la France ; un bandeau dans les cheveux : c'est un apache ou c'est Geronimo, ou Cochise ou Mangas Coloradas, enfin toute la révolte indienne portée par quelques noms. Que vient faire le paysan ? Et bien, c'est que l'arrivée des trains auto-couchettes, le déferlement des touristes, des parisiens qui achètent les maisons et les belges et les hollandais (ceux qui ont de l'argent) qui achètent les terres et le soleil, toute cette migration vers le sud par l'autoroute, prend singulièrement l'aspect d'une conquête territoriale.

A partir de cette comparaison de la conquête de l'ouest américain et de la conquête du soleil méditerranéen Benedetto brosse une fresque de la révolte régionale violente et très tendre. Ainsi Geronimo enfant, cest une longue série de bébés de chiffon attachés entre eux. Ainsi Geronimo enfant c'est tous les enfants apaches, c'est aussi tous les enfants paysans qui grandissent sous les grands arbres qui refusent de mourir : les cultures régionales.

Benedetto dit : Geronimo

« c'est un vieux

c'est une vieille

C'est un jeune guerrier

un jeune militant

c'est un homme en exil

c'est une putain à Paris

c'est un bébé

c'est un couple rêveur

c'est une panoplie de masques

tout le monde est Geronimo

tout le monde est Geronimo

tout le monde est Geronimo

Geronimo c'est une pièce dans laquelle la poésie des mots lutte contre le silence, la révolte lutte contre l'inaction dans laquelle l'indien, le breton, le corse et l'occitan, le basque et le catalan, l'alsacien et le flamand luttent contre toutes les formes de domination idéologique, économique et politique sur les régions et leurs cultures.

Benedetto c'est bien

« Geronimo » c'est bien.

ZAVAL

les trois jours du Condor

de S. Pollack

Un petit agent de la CIA — employé de bureau, affecté à des travaux tranquilles de dépeuplement — se trouve pris dans les remous qui déchirent soudain la puissante organisation, à la suite d'une affaire intérieure. Pris pour cible, soupçonné, traqué, il doit sauver sa peau, et s'il y arrive à la fin du film, il est bien clair que c'est du très provisoire.

La structure du film de Sidney Pollack est fidèlement calquée sur celle du roman du même titre (de James Grady, Belford éd.) bien que la conclusion en soit différente (le roman est bien plus optimiste). Condor démasque les méchants, réintègre sa place). Il s'agit du film de suspense classique, de type Hitchcockien, où un innocent se trouve brusquement aux prises avec un ensemble inconnu et hostile. L'identification avec le spectateur est ici truquée, bien entendu : quoi qu'on nous en dise, le spectateur moyen ne ressemble pas à Robert Redford, n'est pas expert en télécommunications, etc.

Ce qui est intéressant dans ce film (très bien mené, mais très standard, moins ambitieux sans doute que les précédents films de Pollack) c'est qu'il traduit une sorte de hantise qu'on décèle dans toute la littérature populaire, dans tout le cinéma à succès des USA. Les films « de catastrophe », les films d'épouvante, les films comme **A cause d'un assassinat**, et les romans analogues, tout cela semble traduire une peur répandue dans le public américain, depuis, disons, la mort de Kennedy à Dallas. L'idée que la transparence démocratique ne joue plus, que ceux qui gouvernent peuvent mentir, déformer... a été renforcée après le rapport Warren, par le Vietnam, par Watergate. Avec les pouvoirs énormes que l'organisation et la technique donnent à ceux qui gouvernent, le seul barrage est moral, et s'il craque, le citoyen devient un lapin apeuré. Bien entendu, cette sensation ne doit pas grand chose à une analyse politique sérieuse, faite en termes de classes. Mais elle remplace généralement aujourd'hui, la conviction optimiste du rêve américain, du rebelle individualiste, qui a fait les beaux jours de tout un cinéma américain par ailleurs souvent sympathique, où le héros seul et pur luttait contre un groupe (parfois un groupe social) pourri et oppresseur. Ici, le mécanisme du groupe social oppresseur, c'est tout simplement le mécanisme de l'agence gouvernementale de la CIA, qui fonctionne sans rien de mystérieux dans ses buts (encore que, dans les détails de l'intrigue, on ne



comprene pas toujours très bien ce qui c'est passé). Ce n'est plus Kafka, ni le Big Brother, c'est la simple logique gouvernementale, lorsque ce gouvernement est tout puissant.

On pourra taxer le film de pessimisme, oubliant ainsi que les grandes œuvres filmées de ces dernières années furent pessimistes. Et

pour finir, citons cette phrase extraite du livre de Grady, et qui sonne de façon assez agréablement kafkaïenne tout compte fait : « Je me sens comme le jeune marié puceau et myope, en voyage de noces, qui n'arrivait pas à bander, je ne vois pas ce qu'il faut faire et je ne peux pas le faire non plus ».

P. L. T.

la bataille du Chili

de P. Guzman

Le dessin de Patrizio Guzman, cinéaste chilien, est ambitieux. Avec le matériel filmé durant les derniers mois de l'Unité populaire, avec l'aide technique de l'Institut du cinéma cubain (ICAIC), il a voulu broser un tableau complet de la chute d'Allende et de l'arrivée de la dictature. Le film qui nous est présenté ici est le premier d'une série : il couvre la période comprise entre les élections législatives de mars 1973 et la première tentative de putsch. Réalisé en cinéma direct, style reportage télévisé (en fait, la plus grande partie de ce matériel fut filmé pour la TV), le film commence pendant la campagne électorale : interviews d'électeurs, images de la rue au moment du résultat. Par la suite, nous verrons les réactions de plus en plus brutales de la droite qui renonce peu à peu à la reconquête électorale du pouvoir : les accapareurs et le marché noir, le boycott du Parlement, où la majorité est à droite, et qui entrave chaque initiative du gouvernement, les manifestations des étudiants de droite, les activités des dirigeants patronaux, la grève des mineurs du cuivre. En regard, les réactions populaires, les discours passionnés d'Allende, les interviews de militants.

Les images de la fin sont très émouvantes : lors de la première tentative de putsch, un cameraman de la télé filme un soldat qui tire sur lui et le tue, et nous voyons ce film. Nous partons avec cette image du pistolet braqué sur nous.

On peut reprocher au film de Guzman un côté « simple reportage » qui paraît insuffisant avec le recul

que nous avons aujourd'hui. L'épisode de la grève des mineurs du cuivre, par exemple, est sommairement expliqué par les « tendances économistes » de ces ouvriers privilégiés et par l'action de la droite. Il n'est pas sûr que de telles simplifications aient été suffisantes en 1973, au moins, alors, peut-être l'urgence les excusait-elle. Aujourd'hui, nous demandons plus. Peut-être Guzman, attaché à la terrible réalité vécue, n'a-t-il pas suffisamment senti cette exigence.

t'as pas cent balles ?

Ce titre renvoie à un folklore actuel ; il traduit pourtant exactement le titre anglais, **Brother, can you spare a dime**, phrase qui fleurissait sur les lèvres des chômeurs américains, au moment de la Grande Crise d'avant-guerre. Les auteurs ont voulu réaliser un film de montage sur cette Amérique de la crise, qui ne suive pas les règles habituelles de ce genre d'œuvre ; règles popularisées maintenant par la télévision. Ils ont mélangé des extraits d'actualités et de films de fiction, identifiant les personnages des films de cette époque à des personnages réels, prenant acte, en somme, de la nature de mythe que leur avait conféré le cinéma ; l'ensemble donne une œuvre à la fois excitante et irritante, qui gagne en poésie et en effet de surprise ce qu'elle perd en rigueur d'analyse. On imagine un tel travail sur la France du Front Populaire à travers Gabia, sur l'Italie du « miracle économique » et de la crise à travers Gasman... Encore que **T'as pas cent balles** s'intéresse plus à l'ensemble du cinéma américain qu'à tel ou tel acteur érigé dans une mythologie, la démarche pourrait être fructueuse.

MORTE LA BÊTE

Que meure la dictature !

Rarement la disparition d'un individu aura été plus espérée et désirée. Toutes les photos de grand-père paisible, toutes les biographies glorieuses que la presse publie en ce moment ne feront pas oublier aux peuples de l'Etat espagnol que la vie de Franco a été couverte de sang. Le sang de Txiki et Otaegui, le sang de Baena, Sanchez Bravo et Garcia Sanz. Le sang de Puig Antich. Le sang de tous les nationalistes révolutionnaires basques assassinés, le sang de tous les ouvriers tombés ces dernières années sous les balles de la police, le sang de Julian Grimau et de tous les militants anti-franquistes abattus pendant les années de terreur ; le sang de tous les combattants tombés pendant la guerre civile face au coup d'Etat contre-révolutionnaire du 18 juillet. Ils nous feront pas oublier non plus les meilleurs des militants du mouvement ouvrier populaire qui croupissent dans les prisons franquistes, oublier ceux qui y auront été torturés, oublier ceux qui sont exilés.

A toutes les victimes de près de 40 ans de dictature, de tant d'années de terreur et de répression criminelle, nous adressons notre pensée après la mort du bourreau.

Pour la classe ouvrière, pour tous les opprimés, ce sont des moments de joie.

La mort de Franco est un appel à renforcer le combat, en finir pour toujours de ce régime de terreur et de misère.

Les héritiers du dictateur, Juan Carlos, les ministres et les bureaucrates du régime, les chefs de l'armée, les polices, la garde civile, toutes les racailles fascistes vont tenter de préserver l'héritage, de maintenir son régime.

Tandis que les militants anti-franquistes restent incarcérés,

Tandis que les frontières sont toujours fermées pour les exilés,

Tandis que la Garde Civile, la Brigade Politico-Sociale et tous les corps répressifs continuent de faire régner la terreur,

Tandis que les lois des institutions franquistes restent en vigueur,

Tandis que les bandes fascistes poursuivent leurs activités terroristes aux côtés de la répression officielle,

En un mot tant que la dictature ne subit pas le même sort que le dictateur nous poursuivrons le combat contre son héritage de sang.

Les échéances décisives se rapprochent. La disparition du chef suprême a ouvert une lutte intestine entre les différentes fractions de la bourgeoisie, de cette classe dominante qui s'est appuyée si longtemps sur la dictature franquiste pour mieux exploiter les travailleurs.

Pour les exploités et les opprimés, le moment est venu de relancer l'offensive :

- Pour la libération de tous les prisonniers politiques, pour le droit au retour des exilés !
- Pour l'abolition de la législation franquiste et en premier lieu de la « loi anti-terroristes » !
- Pour la dissolution des corps répressifs et des tribunaux d'exception !
- Pour faire rendre des comptes à tous les auteurs des crimes du franquisme !
- Pour le droit d'expression, de réunion, d'association, de grève et de manifestation !
- Pour la libre auto-détermination des nationalités opprimées !

En installant Juan Carlos sur le trône, ils prétendent donner une continuité au régime dictatorial, ils prétendent perpétuer la répression contre le mouvement ouvrier et son avant-garde. Aucune « concession » de ce même Juan Carlos qui a prêté serment de respecter les principes du 18 juillet, principes qui ont coûté des centaines de milliers de vie à la classe ouvrière et au peuple opprimé, ne pourra satisfaire la soif de liberté des plus larges masses.

L'amnistie, la liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques et le libre retour pour tous les exilés, sont les premiers objectifs pour lesquels nous devons nous mobiliser.

Ce sont les objectifs que nous pourrions atteindre par une large mobilisation : manifestations et rassemblements devant les prisons, assemblées générales et grèves dans les usines, les lycées, les facultés, dans les quartiers. De cette manière nous pourrions avancer jusqu'à LA GREVE GENERALE, suivant l'exemple d'Euskadi, de ceux qui ces dernières années ont été à la tête des combats des masses contre la répression franquiste.

VERS LA GREVE GENERALE, QUI EST POSSIBLE, ET QUI EST ACTUELLEMENT PLUS NECESSAIRE QUE JAMAIS

BP de la LCR-ETA VI